

CDG CAPITAL

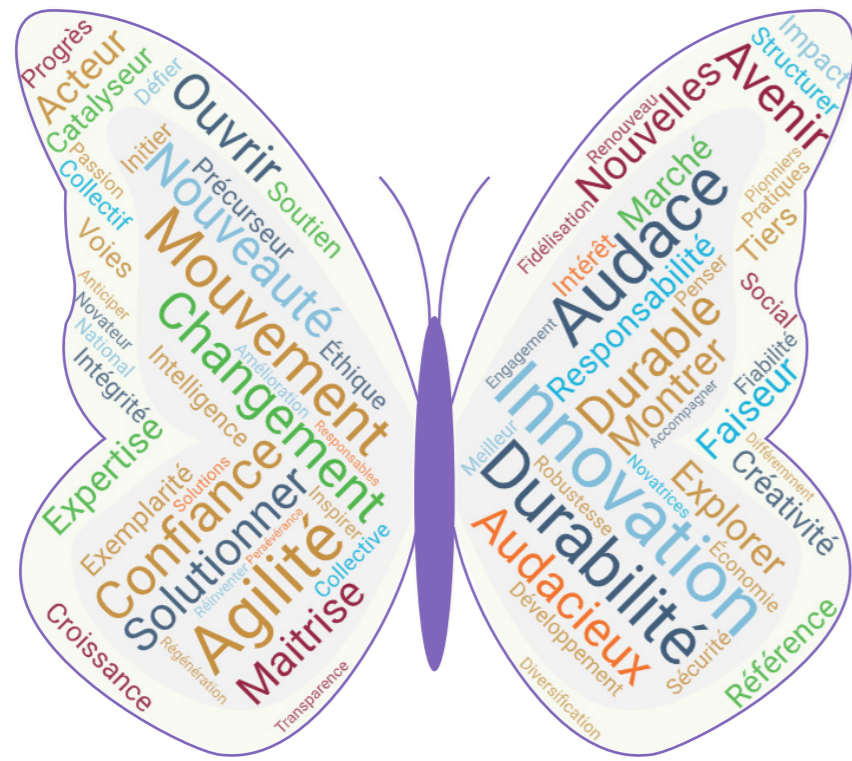
*« Quoi que tu rêves d'entreprendre, commence le.
L'audace a du génie, du pouvoir, de la magie. »*

– Goethe



**Rapport d'Activité
et de Responsabilité**

2020



Notre Manifeste

“ L'Avenir, Avec Passion ”

CDG Capital est l'héritière d'une longue histoire, d'un vécu soixantenaire qui trouve sa genèse dans celle du Groupe Caisse de Dépôt et de Gestion.

Voilà des années que nous nous réinventons sans cesse, pour mieux servir le progrès durable de nos clients, de nos partenaires et de notre pays.

Avec audace et responsabilité, nous nous efforçons d'apporter des solutions pertinentes et novatrices au profit d'un modèle de développement national, sans cesse perfectionné, porteur de progrès social et de croissance durable. Passionnés et résolument tournés vers l'avenir, nous sommes parfaitement conscients que l'innovation utile ne peut qu'être empreinte de durabilité. En notre cœur, notre culture et nos valeurs, la durabilité irrigue notre stratégie jusque dans nos offres ; des offres et solutions innovantes qui feront le marché sans attendre que le marché ne les réclame. Penser plus grand, voir plus loin, défier le statu quo pour comprendre, apprendre, et co-créer ensemble les solutions porteuses d'un avenir meilleur. Préparer cet avenir, c'est explorer le champ des possibles, expérimenter et penser différemment avec persévérance, confiance et responsabilité. C'est avec cet état d'esprit novateur en vue d'un avenir meilleur que nous entendons...

« ...anticiper les changements, initier les tendances et inspirer vos évolutions ».

Sommaire



Une banque responsable pour une économie durable

- Page 8



Une année 2020 consacrant la résilience et la pertinence de notre modèle

- Page 18



Favoriser une croissance responsable, inclusive et durable

- Page 30



Confiance, intégrité et innovation pour une gestion responsable et efficiente

- Page 52



Résultats annuels

- Page 62



Notre gestion des risques comme moteur de croissance - Page 26

Un nouveau modèle pour le financement des PME en écosystème - Page 33

Interview de Hamid Tawfiki : La finance verte, un levier pour la relance économique - Page 44



Message de Monsieur Hamid Tawfiki

– Administrateur
Directeur Général

Chez CDG Capital, nous avons pu faire montre de la solidité de notre système de gestion des risques, tout en adaptant avec agilité notre plan de continuité d'activité aux spécificités de cette crise sanitaire sans équivalent depuis plus d'un siècle. Les choix qui soutiennent notre stratégie depuis plusieurs années et notre faculté à anticiper et à innover se sont avérés particulièrement pertinents en ces temps troublés, tant par leur capacité à soutenir notre résilience et notre croissance, que par l'agilité à accompagner celle de nos clients et de notre pays.

En effet, nos clients, acteurs économiques majeurs du Royaume, jouent un rôle structurant dans l'économie nationale et la façon dont elle devra évoluer pour faire face aux nouveaux défis qui attendent le Maroc à venir.

Notre Maroc qui s'active aujourd'hui sur tous les fronts, qu'ils soient sanitaires, environnementaux ou sociaux, dans une nécessaire prise de conscience des interactions qui les sous-tendent.

2020, l'année de tous les bouleversements et d'une pandémie qui perdure, remettant en cause nos croyances, nos acquis et le sentiment d'une nature qui appartiendrait à l'Homme. Nos quotidiens sont désormais rythmés par l'incertain qu'il nous faut apprivoiser non seulement par l'adaptation mais aussi par l'anticipation.

Anticipation, qui face à une mobilisation mondiale sans précédent dans l'urgence et constamment adaptative, nous interpelle légitimement.

Cette crise sanitaire permet de questionner notre capacité à anticiper les risques futurs qui impacteront inéluctablement nos systèmes économiques autrefois orientés vers le seul impératif de nourrir la croissance. Aujourd'hui, nous mesurons à quel point, demain, la croissance durable ne pourra être dissociée d'une gestion fine et exhaustive des risques qui s'érigera en point central de la compétitivité des entreprises.

Notre Maroc, résilient, qui s'outille pour un meilleur avenir en insufflant une nouvelle dynamique à travers le Nouveau Modèle de Développement (NMD), la création du fonds Mohamed VI et la création de l'Agence de Participation de l'Etat.

Chez CDG Capital, nous prenons toute la mesure de la responsabilité du secteur financier dans l'accompagnement du déploiement de ces grands chantiers nationaux et dévouons tous nos efforts à la mise en œuvre et la réussite du Nouveau Modèle de Développement (NMD).

Ce dernier consacre l'importance d'une croissance inclusive et durable, trajectoire dans laquelle CDG Capital s'inscrit depuis plusieurs années déjà, en tant que pionnier de la finance durable au Maroc.

CDG Capital participera à la nouvelle dynamique dessinée et initiée par l'Etat, en étant pertinent et performant dans la mise en place de mécanismes de financement innovants, en répartissant de manière adéquate les différents types de risques, en canalisant et orientant judicieusement l'épargne vers des projets initiés par les acteurs publics et privés porteurs de croissance durable.

Notre démarche novatrice tient compte de l'entreprise dans ses interactions avec son écosystème. En 2020, nos équipes ont ainsi participé à la création d'un nouveau modèle de financement des TPME en écosystème, une première brique consacrant la convergence de deux visions, industrielle et financière et une avancée majeure pour une ouverture des TPME sur le marché des capitaux et son développement durable. Cette opération innovante est un des exemples concrets de notre contribution au développement durable du Royaume. La finance que nous prônons est par conséquent au service d'une économie sociale, inclusive, donnant vie aux projets de nos clients à travers une offre innovante, des plus complètes, qui couvre la structuration de solutions nouvelles de financement et de gestion des risques, la gestion efficiente et responsable de l'épargne sans occulter l'exécution, la distribution et l'asset servicing.

Nous sommes convaincus que ce positionnement en faveur d'une finance durable saura soutenir le tournant stratégique dans lequel s'inscrivent aujourd'hui notre pays, nos clients et nos parties prenantes. Nos forces vives, entièrement dévouées à l'accompagnement de cette

dynamique, sont prêtes à prendre ce virage avec élan, en faveur d'une économie nouvelle créatrice de valeur pour tous les Marocains.

Bien sûr, il nous faudra continuer à composer avec l'incertain, en innovant, en nous réinventant dans une énergie créatrice, en faisant face à la résignation et au passéisme qui n'ont plus leur place dans la nécessaire métamorphose qui s'offre à nous. Sachons saisir cette opportunité pour nous repenser autour de nos écosystèmes et replacer la nature en leur cœur.

Hamid Tawfiki
– Administrateur Directeur Général

Contexte 2020-2021

L'année 2020, une année particulière ouvrant la voie du nouveau

La pandémie a remis l'humain au centre. Celle-ci a certes révélé sa vulnérabilité mais a aussi illustré son adaptabilité, sa résilience et son ingéniosité. Car c'est bien sous la pression de l'urgence que se révèlent les traits authentiques d'une société.

C'est ainsi que nous avons vécu un élan de solidarité sans précédent au sein de notre société. Les acteurs de notre économie ont tous répondu à l'appel de Sa Majesté le Roi afin de contribuer à un fonds de solidarité. Toutes les institutions de notre pays ont été mises à construction au plus haut point afin de faire face à cette crise qui a très vite révélé son extrême sévérité.

Le Maroc a été au rendez-vous du défi qu'a posé la pandémie de la Covid 19 tant au niveau sanitaire, qu'au niveau économique et social. D'ailleurs, l'interconnexion entre ces trois dimensions n'a jamais été si saillante et si évidente que lors de cette pandémie, car face au choc systémique que celle-ci représente, ce sont bien toutes les dimensions de la société qui ont été mises à l'épreuve.

L'enjeu sanitaire a immédiatement exposé l'envergure du chantier auquel est confronté le secteur de la santé en premier lieu. La problématique de la couverture territoriale en infrastructure et en personnel médical s'est retrouvée ainsi projetée au centre du débat avec ce que cela implique en termes de besoin en investissement dans le secteur. En corollaire immédiat, l'ampleur de l'urgence sanitaire a été telle que celle-ci a très vite soulevé la question cruciale de la couverture sociale et de l'accès que tout citoyen peut avoir à la santé et à la protection sociale. Le Maroc a certes été l'un des pays à avoir réagi

rapidement et fermement à l'apparition de la Covid 19 sur son territoire en imposant des mesures de confinement parmi les plus strictes. Mais la prolongation nécessaire de ces mesures a mis en exergue la précarité à laquelle est sujette une large partie de la population active marocaine, du fait d'une importante économie informelle.

Sous les Hautes Instructions de Sa Majesté Mohammed VI, cet enjeu est l'objet du projet de généralisation de la protection sociale en cours. Ainsi la Stratégie Nationale de Financement de la Santé, publiée en avril 2021 par le ministère de la santé, met l'accent sur la nécessité d'élargir la place budgétaire de la santé et de renforcer le partenariat public privé afin de généraliser une couverture médicale uniforme à tous les citoyens et d'alléger la contribution des ménages aux dépenses totales de santé.

Un projet sociétal d'une telle envergure a des incidences importantes sur de nombreuses dimensions connexes. Nous nous limiterons ici à en relever deux qui nous semblent avoir des retombées au-delà de l'aspect social qui est de toute évidence primordial. Premièrement, les ressources qui devront être mobilisées auront probablement des retombées fiscales importantes : il s'agira de trouver les bonnes ressources budgétaires et un bon dimensionnement des contributions des ménages. Deuxièmement, un tel projet ne pourrait se réaliser sans une avancée conséquente en termes d'inclusion financière et de digitalisation. Ceux-ci constitueront des facteurs de succès déterminants afin d'acheminer les aides nécessaires aux ménages qui en auront le plus besoin.

Suite aux instructions de Sa Majesté Mohammed VI, le gouvernement a mis en place un plan de relance économique de très grande envergure. D'une taille de 120 Mrds de dirhams (13% du PIB du pays), ce plan de relance repose sur deux piliers. Le premier a eu pour objectif de maintenir les PME en vie grâce à des prêts de fonds de roulements garantis par l'Etat. Cette action a été soutenue par l'action de Bank Al Maghrib qui a baissé le taux directeur à son plus bas niveau historique et relâché les exigences de réserves prudentielles afin de permettre aux banques de jouer pleinement leur rôle d'agent de transmission d'une politique monétaire accommodante. Depuis, le mécanisme de garantie mis en place à travers la Caisse Centrale de Garantie (CCG) a pleinement joué son rôle et a pu bénéficier à bon nombre de PME (53 Mrds de dirhams de crédit octroyés à fin 2020), ainsi qu'aux établissements publics qui ont vu leur activité impactée substantiellement par les mesures de confinement

(l'ONCF a ainsi été le premier établissement public à bénéficier d'une émission obligataire garantie par la CCG).

Le deuxième pilier repose sur le Fonds Mohammed VI pour l'investissement dont l'objet est de redynamiser l'investissement dans la capacité productive des entreprises, relançant ainsi durablement l'économie. Ce fonds sera doté de 45 Mrds de dirhams, dont 15 Mrds de dirhams proviendront du budget de l'Etat et 30 Mrds de dirhams de sources financières à travers des partenariats entre les secteurs public et privé. L'action du Fonds Mohammed VI sera structurante pour l'économie marocaine à plusieurs égards. Nous relevons deux aspects qui nous semblent importants, à savoir le renforcement du rôle investisseur-catalyseur de l'Etat d'une part, et l'utilisation cruciale du levier partenariat public-privé pour financer le développement d'autre part.

L'implémentation de la stratégie du Fonds Mohammed VI sera porteuse de politique publique en matière de développement et permettra de donner corps à la vision articulée par le Nouveau Modèle de Développement (NMD) en investissant des secteurs clés de l'économie marocaine, catalysant ainsi leur développement. Le NMD consacre en effet l'Etat dans ce rôle d'investisseur-catalyseur dans l'économie, et ainsi la mise en marche du Fonds Mohammed VI insufflera une nouvelle énergie et une méthode à ce rôle qu'a pu jouer l'Etat auparavant, grâce à certains établissements publics marchands. La réforme engagée afin de créer une Agence de gestion des Participations de l'Etat consolidera probablement ce rôle en y apportant plus de structure. L'ambition du Maroc articulée dans le NMD est telle que son financement ne pourra probablement pas être actionnée par le seul levier de l'endettement gouvernemental ou encore celui des établissements publics, comme cela a été le cas durant la dernière décennie.

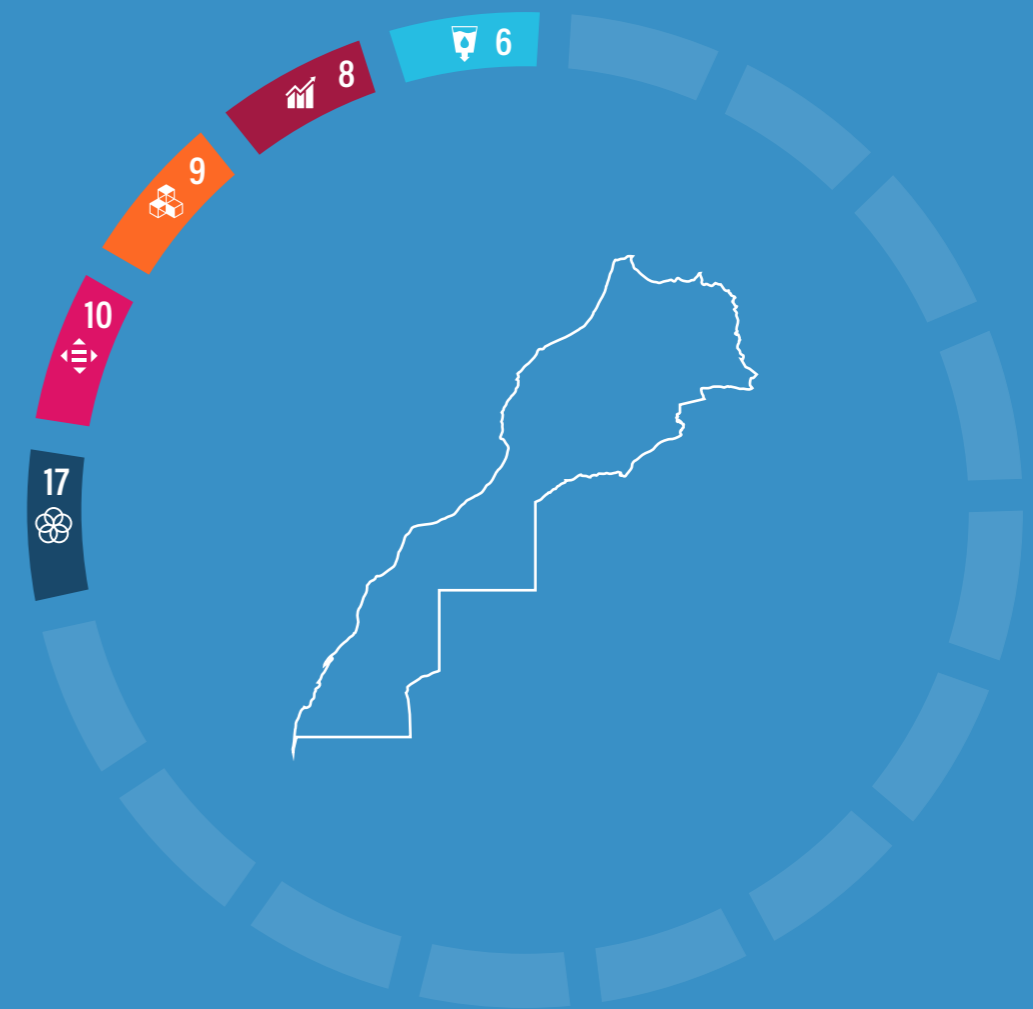
Comme le prévoit d'ailleurs le NMD ou même avant cela le texte instituant le Fonds Mohammed VI, il s'agit de mobiliser le financement privé grâce à des partenariats public-privé afin de stimuler l'investissement privé. Le bénéfice d'un tel

partenariat s'étend bien au-delà de sa valeur faciale, pécuniaire. Dans un premier temps, ceci donnera davantage de structure à un modèle de financement du développement de l'économie marocaine, articulé autour du concept de « blended finance ». Ensuite, une telle évolution sera structurante pour le marché des capitaux dans son ensemble car elle permettra de définir davantage une redistribution des rôles entre public et privé en termes d'information et de lisibilité des risques d'une part et, en termes de partage des risques financiers d'autre part. A ce titre, le Nouveau Modèle de Développement appelle à implémenter des schémas de partenariat où la participation de l'Etat permet de « dérisquer » l'investisseur privé de certains risques associés au développement d'activités économiques et industrielles nouvelles. Il s'agit là d'un élément crucial qui poserait un jalon important vers un marché des capitaux (liquide) au service du développement. L'émergence d'écosystèmes industriels depuis un certain nombre d'années et plus récemment l'implémentation de schémas de financement de ces écosystèmes, basés sur une mise en commun de l'information entre donneurs d'ordres et financeurs, sont des précurseurs à ce paradigme qu'a articulé de façon plus générale le NMD.

Enfin, comme lors de toute crise de cette envergure et intensité, le rôle de l'Etat prend une plus grande importance en tant que régulateur, en tant que mobilisateur et gestionnaire de ressources économiques et en tant que stratège. C'est une tendance que l'on observe dans le monde entier. Le Maroc n'y fait pas exception. Sur le plan économique en particulier, le Maroc comme tant d'autres pays a l'opportunité de repenser sa place dans les chaînes de valeur mondiales dans un contexte marqué par un débat sur la régionalisation de ces chaînes de valeur, et par la transition vers une économie verte et durable qui nécessite des investissements importants dans des technologies nouvelles. A cette fin, les institutions financières de notre pays et le marché des capitaux joueront un rôle important.

Source : Direction Insight CDG Capital

**UNE BANQUE
RESPONSABLE
POUR UNE
ÉCONOMIE
DURABLE**



CDG CAPITAL

Un acteur structurant, orienté impact pour un avenir meilleur

Fondée en 2006, CDG Capital est la Banque de financement et d'investissement du Groupe CDG. Elle a pour vocation de

servir le développement durable de l'économie nationale et de son marché financier.

C'est ainsi que CDG Capital contribue au financement durable de l'économie et à la gestion responsable de l'épargne au service du développement national.

Nos missions, portées à travers l'ensemble de nos métiers, permettent de canaliser les ressources long terme et de les orienter vers les acteurs publics et privés porteurs de projets de développement et de croissance :

Nous intervenons dans les principaux secteurs structurants de l'économie en agissant en tant que conseil financier d'entités publiques et privées porteuses de l'effort d'investissement national.

Notre rôle est ainsi d'accompagner la structuration et la levée des financements de manière durable et responsable pour inciter les investisseurs à allouer de manière optimale (risques/return/impact) leur épargne.

A travers notre rôle d'asset manager, la Banque constitue un des principaux investisseurs en instruments de dette publique.

Que ce soit à travers l'investissement en bons du Trésor ou en dette obligataire privée émise par des établissements publics, CDG Capital contribue fortement au financement des chantiers stratégiques du pays.

L'intervention de CDG Capital, en tant que gérant d'actifs, ne se limite pas à la sphère publique puisqu'elle investit également dans de la dette privée émise par les opérateurs économiques privés,

dans le respect d'une stratégie d'investissement définie avec ses clients, assurant ainsi un financement pertinent pour les entreprises porteuses de projets de développement.

La Banque se positionne au cœur de la distribution du capital en tant qu'intermédiaire financier de premier plan,

assurant ainsi une mobilisation efficiente des capitaux.

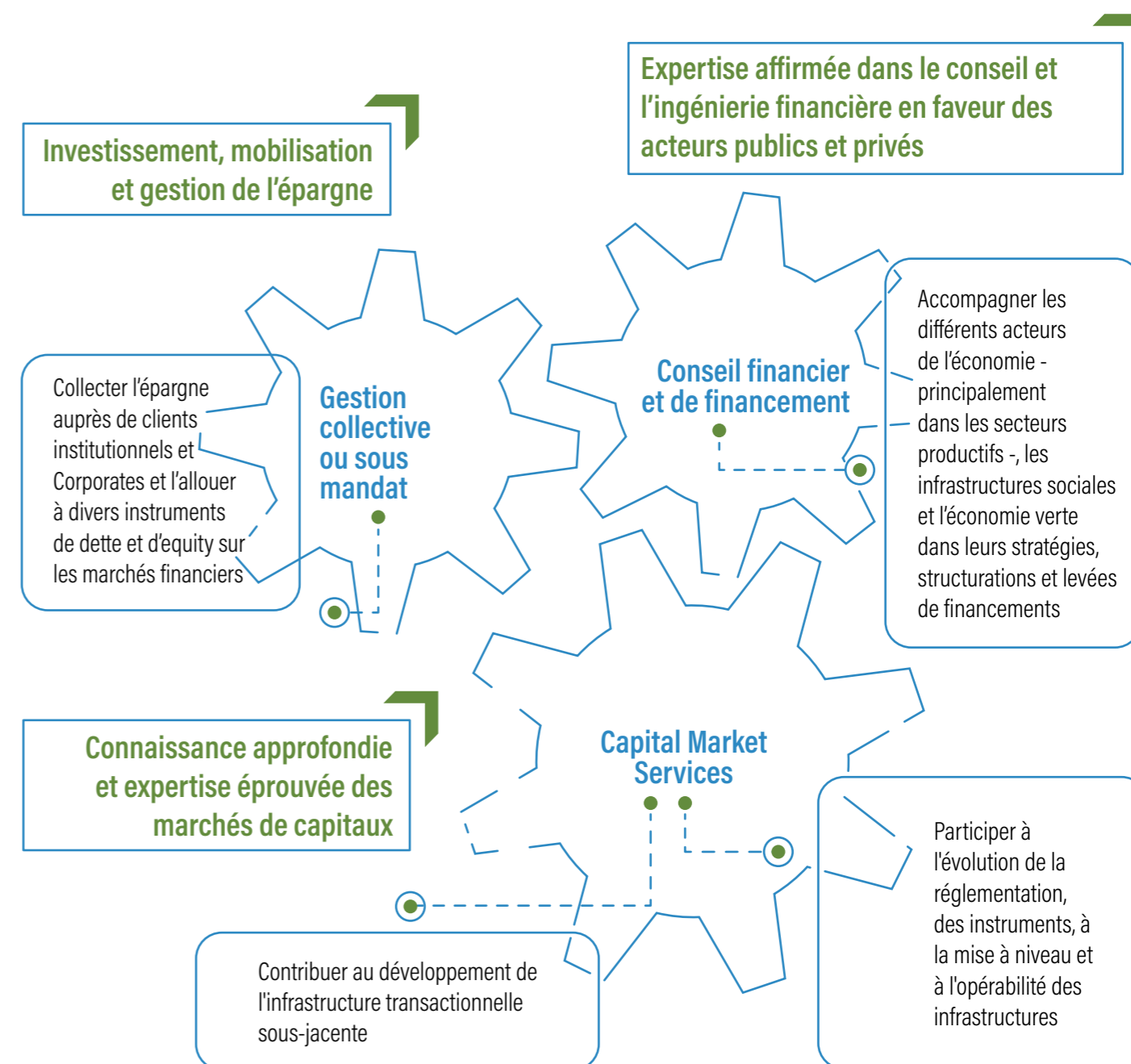
Outre sa contribution majeure au financement de l'économie, CDG Capital participe fortement à la maturation des marchés des capitaux,

notamment à travers son implication et ses interactions avec les législateurs et les régulateurs sur des sujets structurants pour les marchés financiers.

Un business model intégré au service du développement national

Accompagner la maturation des marchés des capitaux et protéger l'épargne longue à travers une gestion responsable sont des enjeux majeurs pour la durabilité du financement de l'économie.

Nous avons ainsi développé un business model répondant naturellement à ces enjeux et apportant une additionnalité effective et un concours pertinent à la réalisation des différentes ambitions nationales.



Nos fortes expertises métiers se complètent et nous distinguent par des positions de leadership affirmées sur tous nos pôles métiers :

Corporate et Investment Banking

- 1^{er} Opérateur de dette privée auprès des EEP

- 1^{er} Opérateur sur le marché de la titrisation

- 1^{er} Intervenant en Valeur du Trésor de la place (1er trimestre 2021)

Accompagnant les secteurs structurants de l'économie nationale, le pôle CIB se positionne aujourd'hui comme expert reconnu dans le conseil en stratégie de financement et ingénierie financière, le conseil en fusions-acquisitions, les financements structurés et de projets, et les levées sur le marché (obligataire, action, titrisation, etc).

Notre démarche « Originate to Distribute » suppose la structuration de solutions de financement adaptées aux besoins des émetteurs et qui tient compte des contraintes des investisseurs.

Investment Management

- 1^{er} Asset Manager marocain au service des investisseurs institutionnels

Leader dans la gestion d'actifs, le pôle Investment Management vise à apporter une valeur ajoutée en puisant dans un large éventail d'expertises à travers ses gestions actions et obligations, son activité de gestion de dette privée et actifs réels (Immobilier et Private Equity).

Sa nouvelle offre de conseil confirme par ailleurs son positionnement en tant qu'expert de référence en gestion d'actifs en élargissant son intervention en amont de la gestion déléguée de portefeuilles.

Securities Services

- 1^{er} Dépositaire obligataire

- 1^{er} Prestataire de services de sous-traitance Custody au Maroc

- 1^{er} dépositaire sur la classe alternatif.

Dépositaire du **1er OPCI** au Maroc et en Afrique du Nord

Leader et pionnier incontesté de l'activité du post marché, le pôle propose une palette de produits et services Asset Servicing riche et variée couvrant les activités de la Conservation d'actifs, la Banque dépositaire, le service aux émetteurs, la sous-traitance dépositaire ainsi que la couverture de toute la chaîne du post marché (from Exécution to Custody).

Une création de valeur durable

La pandémie Covid-19 a mis à jour les liens entre santé des eco-systèmes, santé humaine et santé économique, nous faisant prendre conscience que l'avenir doit se construire en tenant compte de cette complexité et toujours dans une optique durable.

À l'aune de cette crise majeure, il appartient au secteur financier de prendre toute la mesure de ses responsabilités dans le rétablissement de la confiance en conjuguant durabilité et rentabilité dans une vision long terme. Chez CDG Capital, nous sommes conscients que c'est par nos offres innovantes et pionnières en termes de finance durable que nous réussirons à relever ce défi.

Depuis plusieurs années déjà, nous avons pris toute la mesure du rôle du marché des capitaux comme pilier majeur du modèle de développement choisi par le Maroc, CDG Capital a joué et jouera un rôle très important dans ses différentes évolutions.

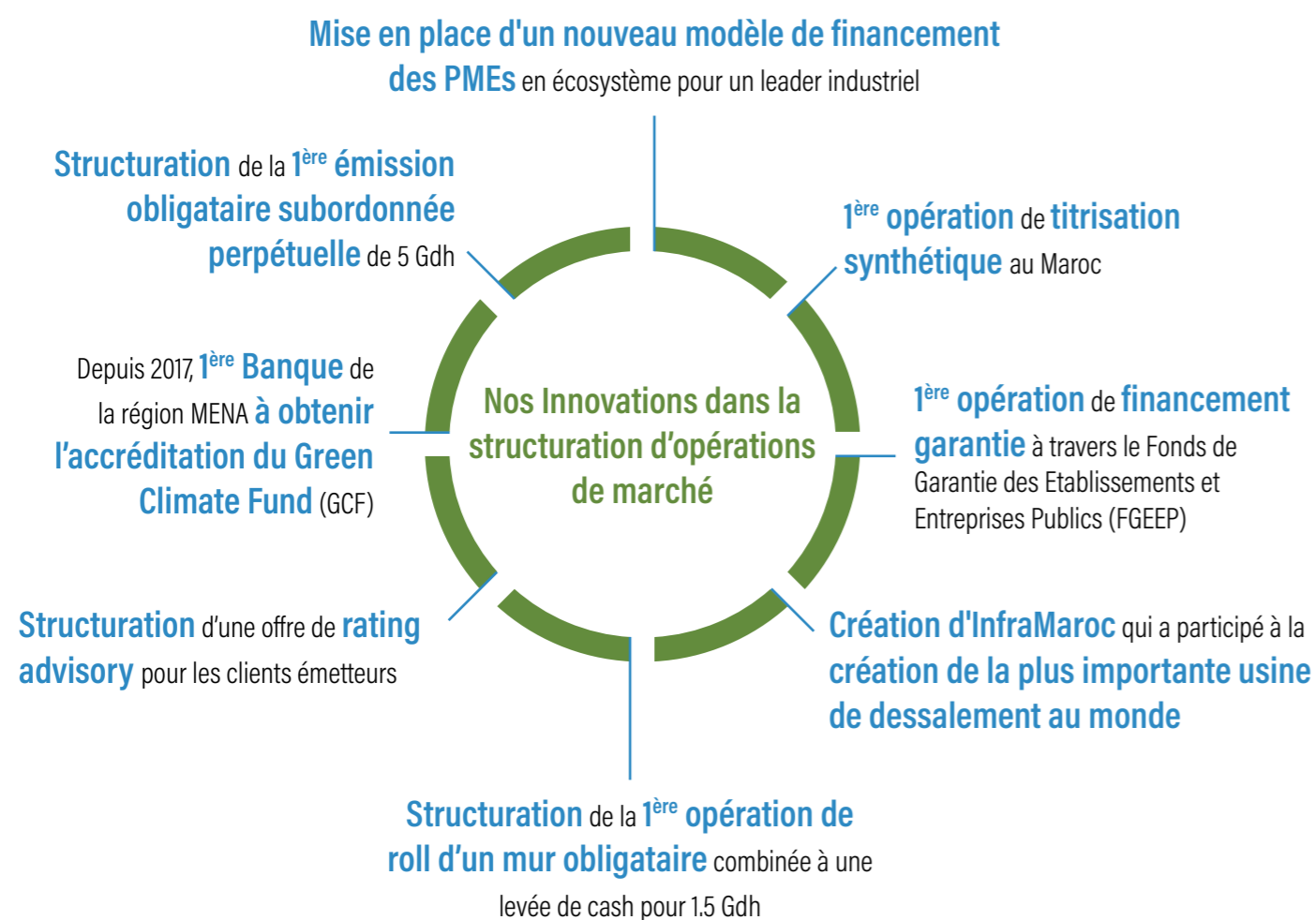
Nous sommes ainsi pleinement impliqués dans la réussite du Nouveau Modèle de Développement afin de contribuer à porter le Maroc vers un nouveau palier de croissance.



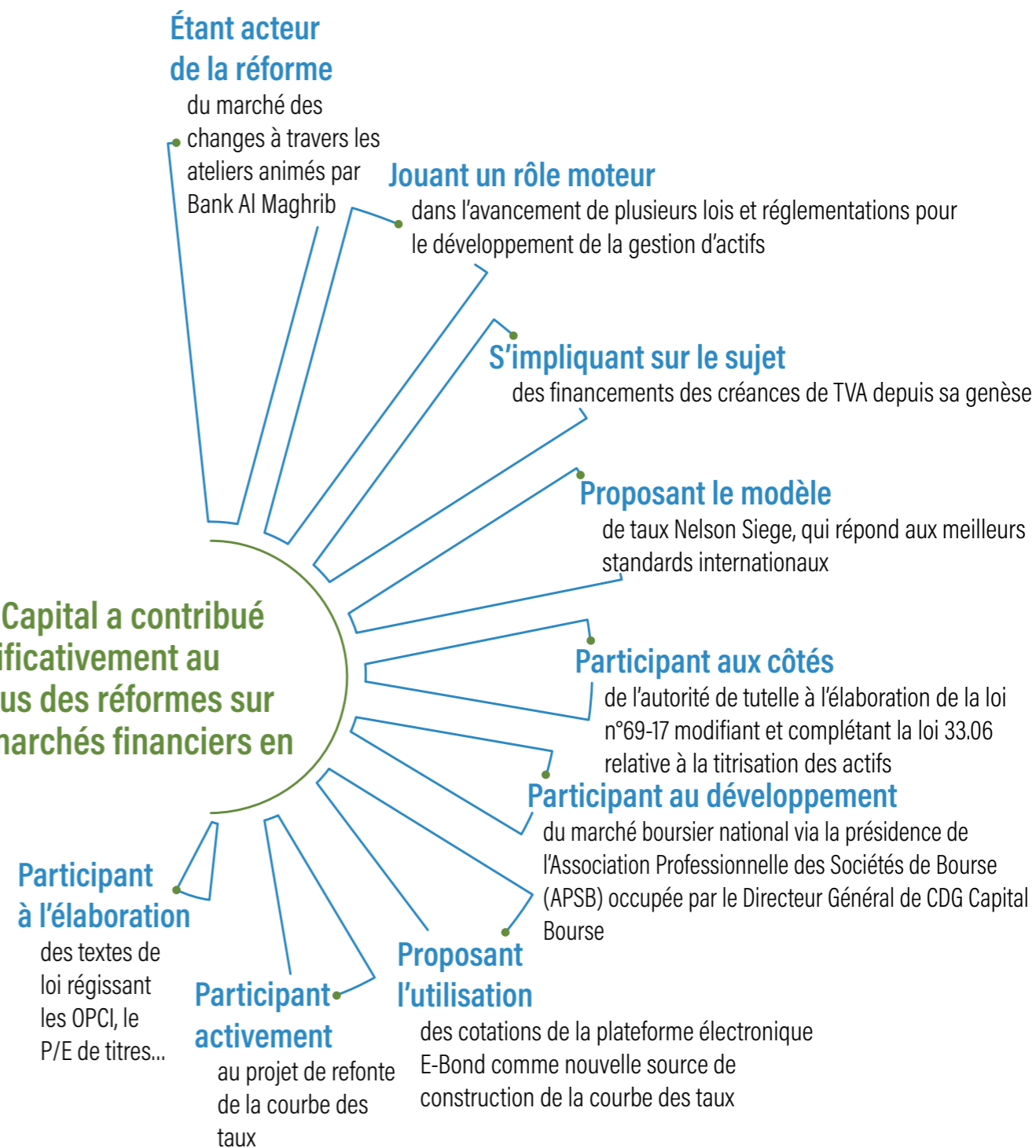
Meryem Laraichi
Directrice Business Development

Le NMD a confirmé, une fois encore, que le développement des marchés des capitaux est nécessaire pour la relance économique du pays. CDG Capital en tant qu'acteur engagé depuis longtemps dans cette cause a accompagné plusieurs clients dans leurs premières opérations sur les marchés, structuré des solutions sur mesure et souvent innovantes pour ceux ayant des problématiques complexes, introduit des modèles de gestion responsables alliant performances et gestion des risques.... Ce positionnement stratégique sur les marchés des capitaux offre aux clients et au marché une expertise pointue et un accompagnement empreint d'additionnalité pour toujours plus d'impact et de valeur ajoutée pour tous.

CDG Capital au cœur de la maturation des marchés de capitaux



CDG Capital a contribué significativement au corpus des réformes sur les marchés financiers en



Un rôle actif et majeur dans la démutualisation de la Bourse de Casablanca

Monsieur Hamid Tawfik, en tant que Président de la Bourse de Casablanca S.A, a œuvré pour la mise en place d'une nouvelle feuille de route, initiant ainsi une grande réforme du marché de capitaux marocain. CDG Capital a participé ainsi à la démutualisation de la Bourse de Casablanca.

Par ailleurs, CDG Capital a contribué à la fois à la mise en place d'une nouvelle gouvernance aux standards internationaux et à la définition d'une stratégie claire et fédératrice concernant l'infrastructure des marchés (ambition 2021).

Nos Distinctions (2020 – 2021)

CDG Capital élue

**MEILLEUR GÉRANT
D'ACTIFS DE LA ZONE
MENA**

toutes catégories confondues

12 TROPHÉES

lors de la dernière édition des « Lipper Mena Markets 2021 Fund awards » à Dubai.



FitchRatings confirme sa

**MEILLEURE NOTE
NATIONALE
"EXCELLENT (MAR)"**

avec perspective stable pour CDG Capital et sa filiale CDG Capital Gestion

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note nationale "Excellent (mar)", avec une perspective stable de la catégorie "gestion des fonds institutionnels" de CDG Capital. Il s'agit de la note la plus élevée attribuée au Maroc par l'agence qui la justifie par la robustesse du processus d'investissement de la gestion sous mandat de CDG Capital, conjuguée à une gestion des risques qualifiée d'excellente. A noter que CDG Capital est l'unique acteur Marocain ayant certifié cette activité.

Quant à CDG Capital Gestion, elle est l'unique société de gestion nationale à obtenir pour la deuxième année consécutive la note maximale pour la catégorie « Investment Performance ». Fitch Ratings ayant confirmé également la note la plus élevée 'Excellent (mar)' de CDG Capital Gestion avec perspective stable. Un rating qui reflète la grande stabilité des processus d'investissement et de risque ainsi que la profondeur des ressources d'investissement de la société de gestion.

CDG Capital obtient l'attestation de maturité avancée

RSE ISO 26000

niveau le plus élevé

de l'échelle de notation de



CDG Capital Gestion devient la

**1ÈRE SOCIÉTÉ
DE GESTION**

nationale à décrocher, en nom propre, l'attestation de maturité RSE

ISO 26000

niveau « avancé », de l'agence de notation internationale



CDG Capital Bourse est la

**1ÈRE SOCIÉTÉ
DE BOURSE**

au Maroc à obtenir l'attestation de maturité avancée RSE



ISO 26000

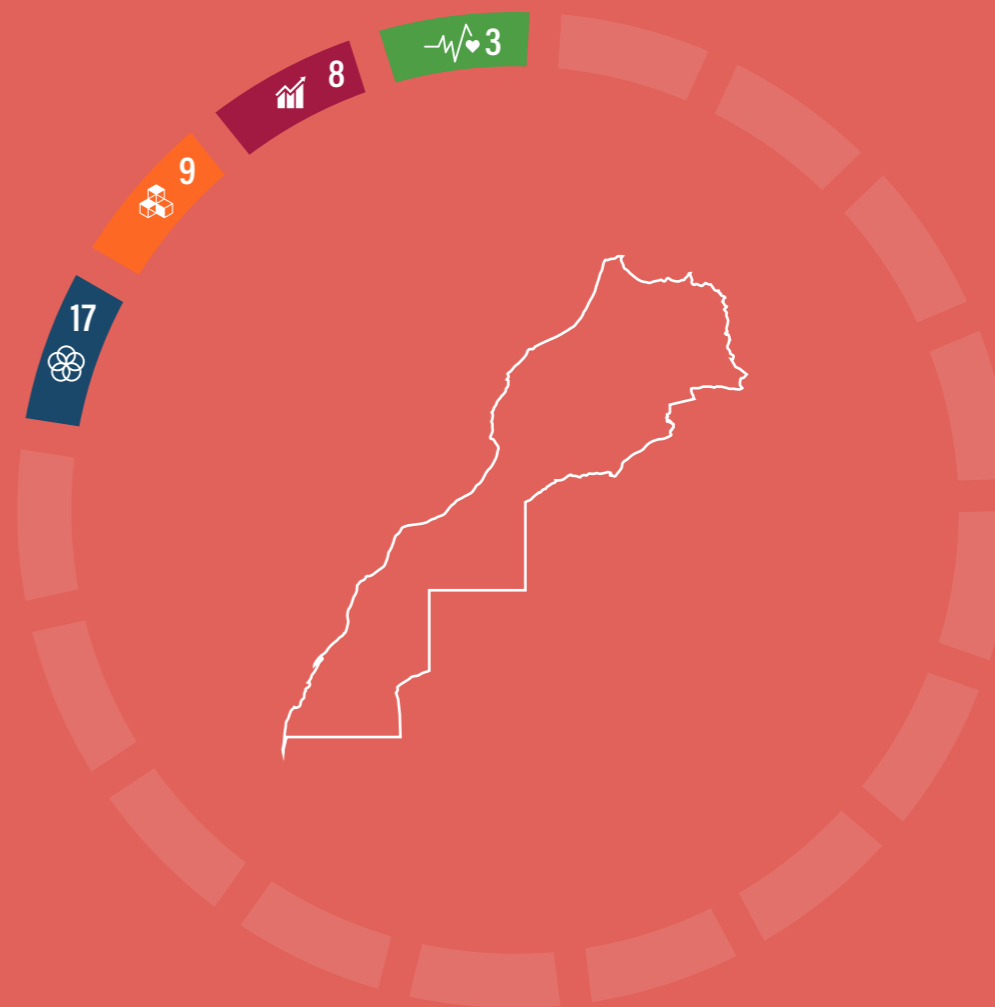
Renouvellement de la certification

ISO 9001



version 2015 à l'ensemble des processus titres et clients du Pôle 'Securities Services'

**UNE ANNÉE
2020
CONSACRANT
LA RÉSILIENCE
ET LA
PERTINENCE DE
NOTRE MODÈLE**



CDG CAPITAL

Nos choix stratégiques se sont montrés particulièrement pertinents et porteurs de résilience devant les défis qui se sont imposés à nous dès mars 2020. En effet, grâce à un état d'esprit novateur et un sens aigu de la responsabilité et de l'engagement, l'ensemble de la Banque a su se mobiliser avec agilité, adaptabilité et proactivité en faveur d'une continuité de service et des projets en cours, porteurs de croissance pour CDG Capital, nos clients et notre pays.

Nous sommes, depuis toujours, animés par notre volonté de nous réinventer sans cesse en défiant le statut quo, aiguisant nos outils et nos offres tout en explorant le champ des possibles. Cette faculté à anticiper et innover, au cœur de notre modèle d'affaires, s'est montrée fondamentale et différenciante en ces temps mouvementés.

Un accompagnement sur mesure en temps de crise

L'année 2020 a été secouée par une crise sanitaire d'envergure mondiale

sans précédent induisant un choc économique et social d'autant plus aigu que la visibilité quant à la sortie de crise reste très limitée. En effet, la Covid-19 a bousculé les paradigmes existants en confrontant les opérateurs économiques à un environnement nouveau les amenant à devoir gérer l'urgence tout en préservant l'essentiel, en maintenant l'investissement et surtout en s'adaptant à des conditions de marché volatiles.

Dans ce contexte, CDG Capital s'est rapidement positionnée comme un partenaire de long terme

soucieux d'accompagner les principaux acteurs économiques autour des thématiques de la relance, et ce grâce à la relation de confiance et de proximité nouée avec ses clients ainsi qu'une expertise avérée sur les différents segments d'activités.

Ainsi, CDG Capital a consolidé son positionnement en conseil à forte valeur ajoutée

allant de la réflexion stratégique sur le montage institutionnel et sur le financement à la structuration et à la proposition de solutions de financements basées sur de nouveaux schémas de garanties au profit des acteurs économiques publics et privés, notamment dans le cadre d'écosystèmes. CDG Capital a également confirmé sa position de leader sur le marché des capitaux à travers une activité soutenue sur la levée de dette privée en particulier

au bénéfice des Établissements publics, et ce grâce à une expertise unique sur le marché. Une bonne lecture du marché et l'anticipation de son évolution ont également permis de fournir une offre de conseil aux investisseurs institutionnels de la place et d'assurer une gestion adaptée pour le compte des clients.

Par ailleurs, CDG Capital a conforté sa position de pionnier dans l'industrie du Post Marché à travers le développement de nouveaux produits et services.

Enfin, CDG Capital a accéléré le déploiement de ses projets en interne et a renforcé son infrastructure digitale au service d'une expérience client améliorée.

Comment cela se concrétise-t-il dans l'exercice de notre métier au quotidien ?

Corporate et Investment Banking



Un conseil financier de pointe dans un contexte de crise particulier

Saad Lemzabi
Directeur Debt & Equity Markets

L'exercice 2020 a été marqué par la crise sanitaire qui a mis à mal nos équilibres personnels et professionnels. Néanmoins, nous avons maintenu une proximité permanente avec nos clients et avons mené avec eux des réflexions sur leurs problématiques stratégiques et leurs projets de financement, qui se sont accélérés dans le contexte actuel. Nous les avons ainsi conseillés dans le choix de solutions de financement et dans leur déploiement dans un marché financier en pleine mutation.

Nous avons ainsi accompagné :

- Un office, dans le conseil, la structuration et le placement du premier emprunt obligataire assorti à la garantie du Fonds de Garantie des Établissements Publics (FGEEP) ;
- Un acteur industriel majeur dans la mise en place de solutions innovantes de financement de son écosystème de fournisseurs (TPME et PME) ;
- Des opérateurs publics et privés dans la définition d'une nouvelle stratégie de financement qui permettra (i) d'accompagner le nouveau plan de développement, (ii) d'optimiser le portefeuille de dettes et (iii) d'explorer les nouvelles opportunités offertes par le marché.

Pôle Investment Management

Au cours de l'année 2020, le Pôle Investment Management a accompagné ses clients dans un contexte contraignant

et incertain en proposant une offre de conseil étoffée et une gestion adaptée à l'évolution des

marchés. Des études approfondies de l'impact de la crise sanitaire sur les agrégats macroéconomiques et sur les différentes stratégies d'investissement ont été menées et restituées aux instances de gouvernance des mandats gérés. La bonne lecture des tendances de marché couplée à un cadrage rigoureux des risques

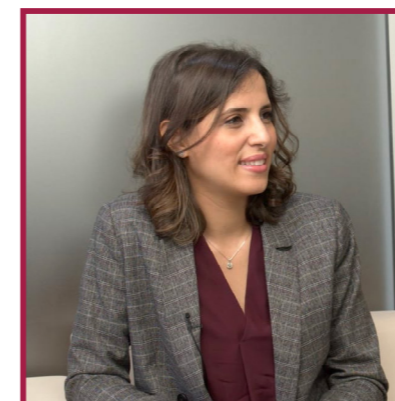
d'investissement ont permis aux équipes de gestion de CDG Capital et de CDG Capital Gestion d'avoir des convictions pertinentes d'allocation, de diversifier les portefeuilles gérés et d'adopter une stratégie d'implémentation et de sélection gagnante. Cela s'est traduit par la création de surperformance couplée à une gestion des risques aiguillée.

5%

Croissance des encours sous gestion



La gestion à l'international



Widad Ouardi

Directeur de la Gestion Actions, Diversifiée et Internationale

Forte de son expertise, CDG Capital Gestion a fait preuve de résilience face à la crise sanitaire notamment par la mobilisation de ses équipes et la robustesse et l'agilité de ses modèles de gestion.

L'année 2020 a été l'occasion de mettre en avant l'expertise que nous avons développée au fil des années sur la gestion à l'international. Cette classe d'actif peu exploitée au Maroc permet d'apporter une diversification importante et de créer de l'alpha par rapport au marché local.

En effet, pour la première fois depuis 2009, l'économie mondiale a subi une contraction, avec une baisse du PIB estimée à 3,8%. Les responsables politiques ont imposé des restrictions sans précédent à la mobilité pour ralentir la propagation de la Covid-19, ce qui a généré une volatilité inédite des marchés boursiers avec une des baisses les plus rapides jamais enregistrées. Néanmoins, l'assouplissement de la politique monétaire et l'annonce de mesures de relance budgétaire pour plus de 12 000 milliards de dollars ont permis d'amortir le choc donnant lieu à un rebond exceptionnel du marché et des opportunités d'investissement intéressantes.

L'investissement en 2020 était axé sur les grandes capitalisations résilientes, de préférence américaines. Les valeurs de croissance ont surperformé les Values. Les valeurs défensives américaines ont battu les titres cycliques. Les contrats sur le pétrole WTI se sont brièvement négociés en territoire négatif en avril, avant de se redresser plus tard dans l'année. Et enfin, l'or figure parmi les meilleures performances de l'année 2020.

Convaincus que les politiques monétaires et budgétaires seraient en mesure d'éviter que la crise sanitaire et économique ne dégénère en crise financière, nous avons maintenu un positionnement



CDG Capital confirme son rôle de précurseur dans le développement du marché des capitaux

Mohamed Dabbou

Directeur Global Markets

L'année qui vient de s'écouler a été marquée par une crise sanitaire à nulle autre pareille, une crise qui en plus d'un bilan humain extrêmement lourd, est à l'origine de la plus lourde récession jamais enregistrée depuis plus de deux décennies. En réponse à cette crise, la Banque centrale a rapidement réagi en déployant l'ensemble des outils dont elle disposait afin d'assouplir l'orientation de la politique monétaire, offrant ainsi de belles opportunités de marché que les équipes Global Markets ont su parfaitement anticiper et monétiser. En effet, les initiatives prises au niveau de Global Markets telles que le choix opportun du timing, la lecture pertinente du marché et l'élargissement du cadre de risque sont autant d'actions qui ont permis de porter le PNB de l'activité obligataire à près de 80% de progression.

Nous avons également maintenu notre position d'intermédiaire financier efficient par excellence dans un système à prééminence de marché. Avec un engagement bilanciel orienté vers le marché des capitaux, une relation établie avec les investisseurs et le Trésor, et une veille efficace des conditions de marché, la banque se positionne comme un acteur majeur du Market Making sur les bons du Trésor, occupant une place d'excellence dans le top 3 des Intervenants en Valeurs du Trésor (IVT) et confirmant son rôle majeur dans le financement de l'économie nationale.

L'année 2020 a également été l'occasion de lancer de nouvelles initiatives structurantes pour la place financière marocaine notamment le placement du premier emprunt obligataire assorti à la garantie du Fonds de garantie des établissements et entreprises publics (FGEEP). La réalisation avec succès de cette opération, en sus de six autres, renforce le positionnement de CDG Capital dans son rôle de précurseur dans le développement du marché des capitaux en particulier et en tant que partenaire privilégié des opérateurs publics pour le placement des émissions obligataires, avec une part de marché de 41 %.

favorable au risque, restant à l'affût des opportunités sur les marchés. En cette période particulière, nous avons élargi notre buy list pour varier les thématiques d'investissement et ajuster notre stratégie de manière régulière pour l'adapter au contexte. Nous avons misé sur des thématiques de long terme telles que la technologie, la durabilité et la santé qui devaient, selon nous, bénéficier de la transition vers un monde plus numérique, plus local et plus endetté.



Fidèle à notre ADN, nous avons également mis l'accent sur le développement de nouvelles solutions d'investissement à même de répondre aux besoins de nos clients tout en restant en phase avec le positionnement du groupe en tant qu'acteur du développement durable.

L'immobilier



L'immobilier : Une gestion proactive et sur mesure pour faire face aux défis de la crise sanitaire

Meryem Bensouda

Directeur Gestion Immobilière

CDG Capital, à travers son expertise multi asset a pu accompagner courant ses 10 dernières années ses clients institutionnels dans la réalisation d'investissements Immobiliers dans des projets d'envergures et à fort potentiel de croissance pour le Maroc.

En effet, les clients institutionnels, affichent un intérêt de plus en plus important pour cette classe d'actif leur permettant une amélioration et une sécurisation de leur rendement et une diversification de leur portefeuille et des risques.

L'enjeu pour nous en tant qu'Asset Manager fut d'accompagner les locataires dans ce contexte difficile de crise sanitaire et économique tout en préservant l'objectif de rentabilité de notre investisseur institutionnel. Toute notre réflexion fut ainsi menée, autour de trois défis majeurs :

- 1- Evaluer l'impact de la crise sanitaire sur le portefeuille immobilier sous gestion ; en analysant les secteurs et les locataires les plus touchés, en simulant plusieurs scénarii selon la durée de la crise, en quantifiant l'impact des mesures d'accompagnement sur la rentabilité des actifs Immobiliers de notre investisseur.
- 2- Mettre en place un plan d'action pour accompagner les locataires en apportant à la fois :
 - Des solutions ponctuelles à travers différents mécanismes et selon des critères d'éligibilités aux locataires les plus touchés par la crise (commerces, restaurateurs, opérateurs de l'offshoring).
 - Des solutions plus globales aux locataires stratégiques, principalement des grands groupes internationaux ayant pour objectif de réduire leur taux d'effort ; en activant des leviers structurels et en renégociant certaines conditions du bail.
- 3- Ajuster notre stratégie à travers :
 - La mise en place d'une feuille de route commerciale pour absorber à horizon 2024 le stock de vacance induit par la crise sanitaire.
 - En Réinventant notre offre de bureau en réhaussant nos standards, en apportant des solutions techniques et technologiques (éco responsables), en développant de nouveaux concepts de coworking, en créant plus d'espaces collaboratifs et de services à valeur ajoutée pour les utilisateurs finaux pour faire face à la mutation que connaît le marché de l'immobilier de bureau, aux nouveaux modes de travail et aux attentes des locataires en termes de sécurité sanitaire, de bien-être au travail et de flexibilité sur les durées de bail;
 - Une forte sélectivité du sous-jacent Immobilier dans les divers secteurs émergents de la crise sanitaire tel que la santé, l'éducation, la logistique, l'industrie, les services qui présentent un potentiel d'investissement important.

Pôle Securities Services



Nos projets structurants ont poursuivi leur déploiement à la même cadence

Adel El Aroussi

Directeur Banking & Securities Operations

La pandémie Covid-19 a confirmé la résilience de notre système de management et a consacré la pertinence de nos choix techniques et organisationnels. La Direction Banking & Securities Operations (DBSO) a su s'adapter rapidement aux changements induits par la crise sanitaire en s'inscrivant dans le Plan de Continuité d'Activité (PCA) de la Banque.

L'écosystème de notre activité, comme toutes, a soudainement basculé vers un mode de fonctionnement virtuel imposant de nouvelles pratiques en termes de communication avec nos clients, de gestion des équipes et de coordination avec les acteurs du marché. Cette nouvelle donne n'a pas changé nos engagements en termes de protection des actifs de nos clients, du respect des exigences réglementaires et de simplification de l'ensemble du processus de traitement. Nos projets structurants ont, en outre, poursuivi leur déploiement à la même cadence, grâce à de nouveaux modes de communication et de travail à distance qui ont fortement augmenté la productivité.

Les contacts avec nos partenaires (clients, régulateurs, entreprises de marchés, associations professionnelles) ont été maintenus, comme l'attestent nos nombreux succès commerciaux.

Ces réalisations n'auraient été possibles sans la forte implication de notre management, l'engagement exemplaire de nos ressources internes et le sens des responsabilités des différents acteurs de marchés.

19

Nouveaux fonds OPC domiciliés (OPCVM, OPCI, FCPT) totalisant 8,2 Milliards dhs

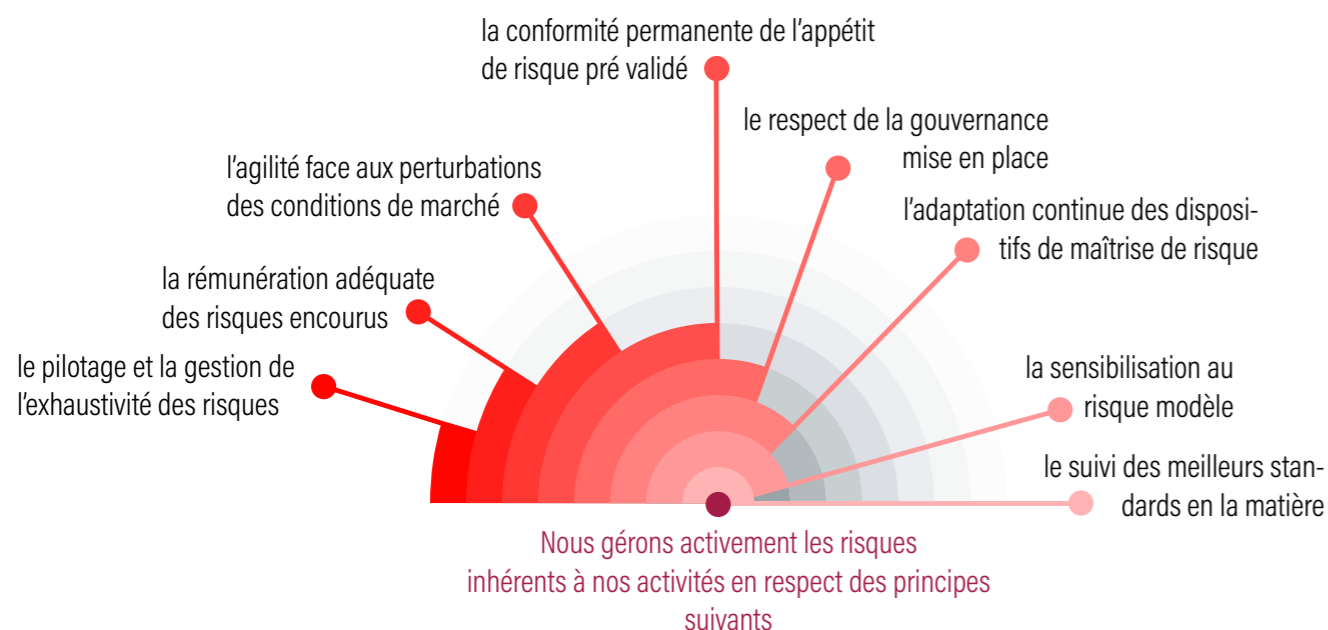
10,7 MDS

De nouvelles émissions à centraliser pour lesquels CDG Capital a été retenue

NOTRE GESTION DES RISQUES COMME MOTEUR DE CROISSANCE

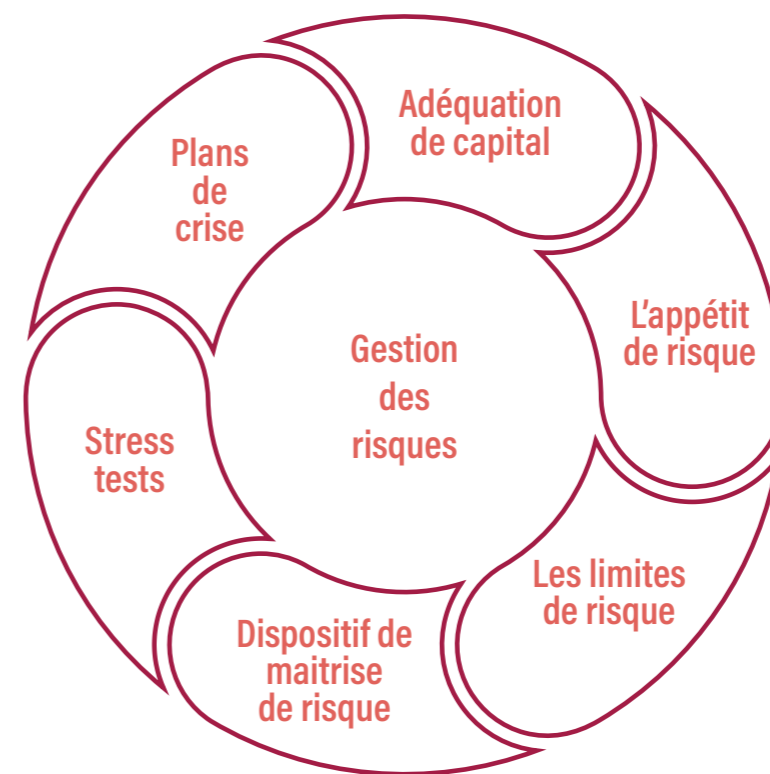
Politique des risques

La diversité de nos activités nous oblige à identifier, évaluer et gérer nos risques, et à répartir notre capital entre nos différentes entités. Notre objectif est de renforcer notre résilience en encourageant une approche holistique de la gestion par les risques, où le couple risque/rendement est piloté dans l'ensemble de notre organisation. Nous prônons une gestion efficace de notre profil de risque, de capital et de réputation.



Nous promovons également une solide culture du risque où les employés, à tous les niveaux, sont responsables de la gestion et de l'escalade des risques.

Nous sommes confrontés à plusieurs risques : le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité, le risque opérationnel, les risques croisés et le risque stratégique et de réputation. Nous identifions les principaux risques, nous les agrégeons dans notre taxonomie globale des types de risques et évaluons leur matérialité. Par la suite, nous proposons un dispositif de maîtrise de risque adéquat qui définit bien le bénéfice de l'atténuation de risque et le risque non couvert, et ce, dans le cadre d'un appétit de risque à faire valider par les instances de gouvernance.



A travers notre ICAAP (évaluation et gestion des fonds propres), nous nous assurons de la suffisance des capitaux propres par rapport aux besoins internes en capital, cela nous assure la résilience de la Banque et la viabilité du business plan sur les cinq prochaines années.

Gestion des risques en 2020

De manière transversale, les risques auxquels CDG Capital est exposée peuvent provenir d'un certain nombre de facteurs liés, entre autres, à l'évolution de son environnement macroéconomique, réglementaire ou de facteurs liés à la mise en œuvre de sa stratégie et de son activité.

L'année 2020 a été marquée par une perturbation exceptionnelle

qui a touché tous les segments d'exposition de la Banque. Nous avons investi des ressources substantielles pour mettre à jour, rapidement, nos politiques et méthodes de gestion du risque et nous entendons poursuivre nos efforts en la matière. Concrètement, nous avons revu nos méthodologies d'analyse des risques de crédit, des risques marchés et les scénarios macroéconomiques prospectifs. Les modèles et les approches utilisés ne permettaient plus d'anticiper les comportements, les évaluations, les hypothèses et les estimations futures en raison des perturbations fortes sur les marchés telles que celles qui ont prévalu cette année.

Par ailleurs, la crise sanitaire a accéléré la dépendance

aux systèmes d'information. Pour éviter toute interruption ou défaillance de la sécurité de ces systèmes et les impacts qu'elles pourraient entraîner, CDG Capital a renforcé son dispositif de maîtrise de risque sur ce volet tout en renforçant sa cybersécurité où les méthodes de piratage et d'intrusion se sont perfectionnées et sont en constante évolution.

Revoir proactivement nos risques et ceux de nos clients nous permet de nous adapter plus vite à un environnement perturbé afin de protéger nos intérêts et d'en saisir les opportunités émergentes.



Directeur Gestion Globale des Risques

L'année 2020 a été exceptionnelle à bien des égards.

Il y a toujours eu des perturbations, mais cette année a vu une crise sanitaire qui a impacté le monde entier. Le contraste entre les conséquences subies par les différents segments de l'économie et le très haut niveau d'incertitude a créé un environnement bancaire complexe et un défi très intéressant.

Il a été primordial de mettre en place un dispositif permettant à la fois de préserver la sécurité de nos collaborateurs et d'assurer la continuité de l'ensemble de nos activités, alliant une flexibilité maîtrisée et une vigilance accrue et permanente.

Aujourd'hui, nous travaillons à anticiper le monde d'après, à prévoir les conséquences de cette crise sur le moyen et long terme, à identifier les enjeux futurs et à nous y préparer, pour nous et pour nos clients.

CDG Capital a déployé un dispositif d'écoute spécifique pour soutenir l'économie marocaine.

Dans ce sens, tous nos métiers se sont mobilisés pour conseiller et soutenir financièrement nos clients, simplifier au maximum les démarches impactées par les mesures sanitaires. Les encours de crédits ont ainsi connu une hausse de 24% par rapport à fin 2019. Nous avons compté également plus de 80 nouveaux clients et prospects et nous avons accompagné les besoins de nos clients en matière de reports des échéances et de restructuration.

Nous avons par ailleurs fait preuve d'agilité dans ce contexte atypique. Nous nous sommes adaptés tôt aux différents outils de continuité d'activité mis en place : télétravail, nouveaux outils digitaux, dotation de masques chirurgicaux, campagnes de test PCR et de vaccination antigrippale, prise de température, approche spécifique pour les collaborateurs à santé fragile... De concert, nos métiers ont apporté un soutien de proximité essentiel à nos clients avec dévouement, détermination et courage. Une fierté que les chiffres seuls ne peuvent décrire, car ils cachent l'intense complexité de l'environnement auquel nous avons été confrontés.

Aujourd'hui, nous travaillons à anticiper le monde d'après, à prévoir les conséquences de cette crise sur le moyen et long terme, à identifier les enjeux futurs et à nous y préparer, pour nous et pour nos clients. Il en va de notre raison d'être que de contribuer à la relance économique en prévenant nos clients des risques émergents auxquels ils sont confrontés.

Par ailleurs, notre dispositif de risque interne est en constante évolution, pour inclure les risques susceptibles de survenir à brève échéance avec un impact significatif. Une veille des conditions macro-économiques est mise en place et nous creusons davantage les risques technologiques et les risques de cybersécurité. Ce dispositif va de pair avec une culture de conformité toujours plus solide et plus agile qui s'adapte à un contexte réglementaire de plus en plus exigeant.

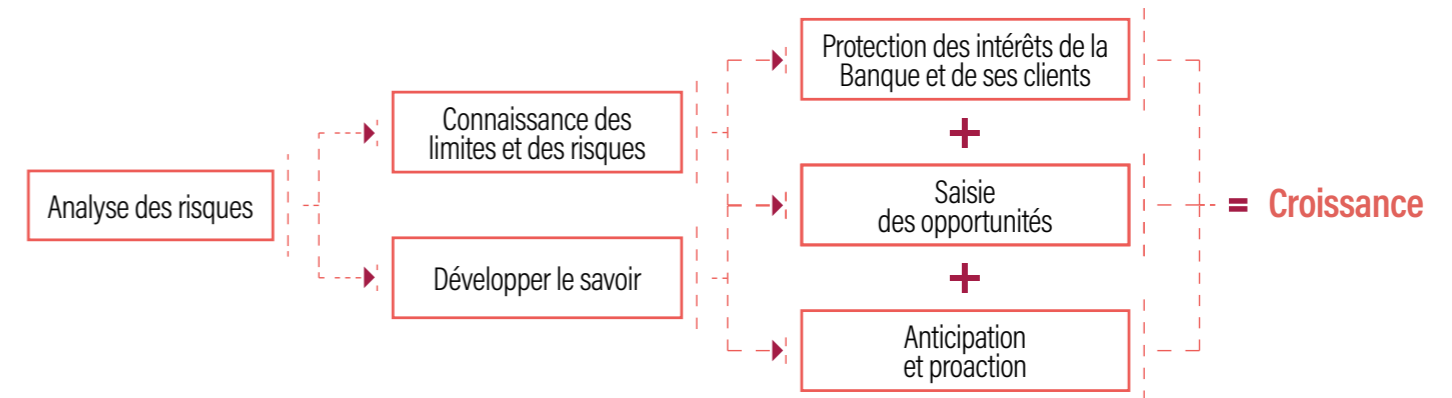
La gestion des risques clé de voûte de la croissance à venir

La diversité des risques et l'environnement complexe où nous évoluons nous poussent à nous réinventer et à nous adapter à un contexte en perpétuel mouvement.

Aujourd'hui, plus que jamais, la connaissance approfondie de nos capacités et la maîtrise de nos risques constituent un atout majeur pour créer de la valeur. CDG Capital, à travers son dispositif de risque interne et son expertise, dispose des moyens indispensables pour jouer son rôle clé dans le développement de l'économie marocaine.

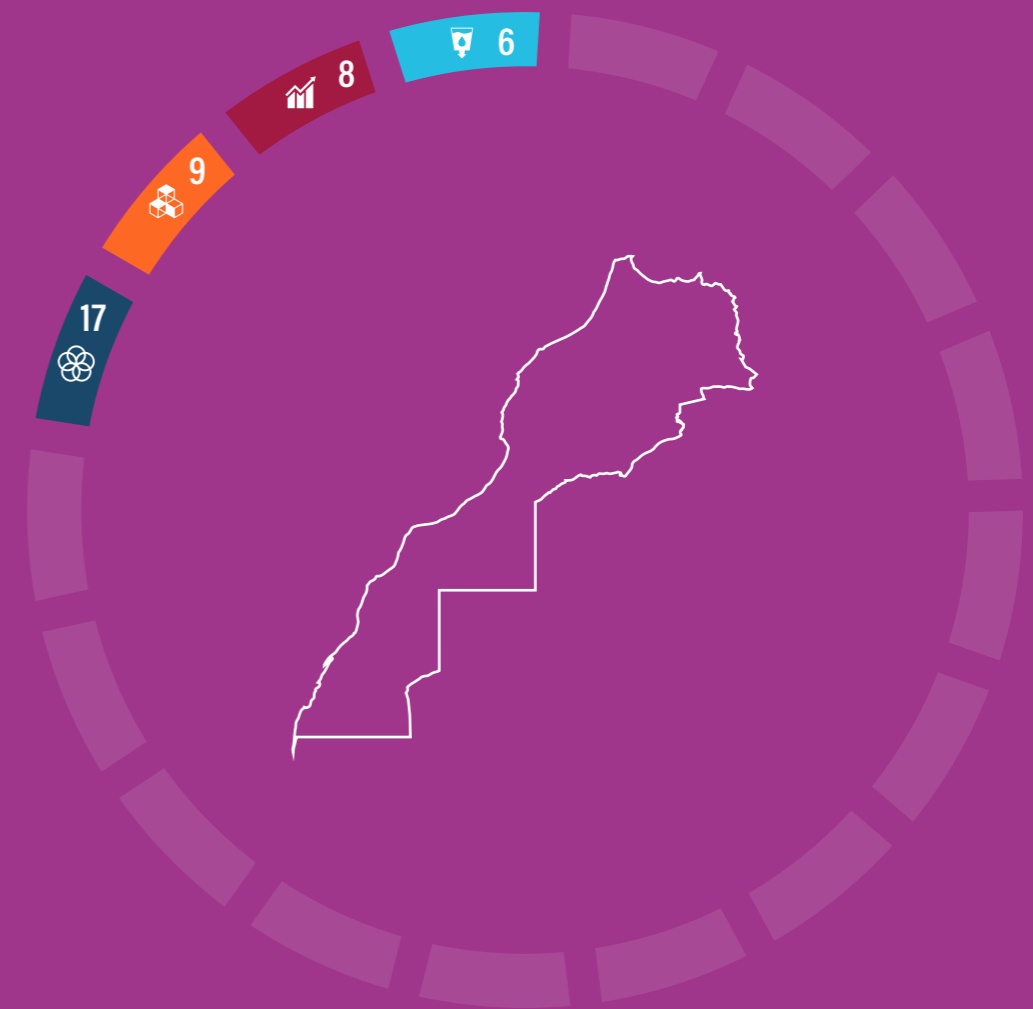
Cette connaissance de soi intègre, outre les ratios classiques de suivi des risques financiers et opérationnels, de nombreux indicateurs chiffrés et comparés de nos métiers. La conception et l'élaboration de ces ratios et indicateurs nécessitent rigueur et surtout adéquation avec leur utilisation qui ne doit pas s'accompagner d'une perte d'identité des phénomènes observés : le qualitatif, la réflexion, l'expérience et le terrain.

A travers cette connaissance et celle de nos clients, il est plus aisé d'identifier les enjeux les plus impactants et les leviers pertinents de croissance. La capacité de gérer les risques, de perdurer et maintenir un environnement résilient, est devenue l'une des principales sources d'avantage concurrentiel et de création de richesse. Il s'agit d'une force indéniable, pour nous dans cet environnement qui regorge de risques émergents, et pour nos clients fragilisés par une crise bouleversante.



Cette forte culture de risques, alliée à notre stratégie de diversification de nos portefeuilles et de nos ressources, contribue directement à la solidité de la Banque et à sa position différenciante auprès de ses clients.

**FAVORISER
UNE
CROISSANCE
RESPONSABLE,
INCLUSIVE ET
DURABLE**



CDG CAPITAL

Construire un futur durable pour les générations à venir est devenu l'un des plus grands défis de l'humanité. La crise Covid-19, nous fait prendre conscience de la fragilité des écosystèmes dans lesquels nous évoluons et de toute la responsabilité qui incombe à chacun de nous pour y remédier. Aujourd'hui, le Maroc se mobilise sur les fronts sociaux et environnementaux à travers l'accélération de projets en cours et la définition d'un Nouveau Modèle de Développement (NMD) qui consacre l'importance d'une croissance responsable, inclusive et durable.

CDG Capital, qui s'est positionnée depuis plusieurs années déjà en pionnier de la finance durable au Maroc, réunit tous ses efforts pour accompagner ce mouvement, en faveur d'une prospérité pérenne.

NOTRE SOUTIEN AUX INITIATIVES NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

Accompagner les secteurs structurants de l'économie nationale

La crise sanitaire, de par son envergure, a été un catalyseur et un accélérateur de solutions de relance pour notre économie. Les acteurs de la sphère publique, du fait de leur poids dans l'économie nationale et les chantiers structurants qu'ils portent, représentent un maillon de transmission important du plan de relance national. Les grands opérateurs nationaux, notamment ceux agissant en écosystèmes industriels, ont à leur tour été un vecteur fort de résilience pour l'économie nationale.

Dans ce cadre, notre offre aux acteurs du secteur public se construit à différents niveaux. Un premier niveau, direct, qui relève

des modalités d'accompagnement des besoins de l'acteur public. Dans ce cadre, nous œuvrons à la consolidation de notre offre autour de missions d'accompagnement des acteurs publics dans la définition et la revue de leurs schémas institutionnels et leur déclinaison en stratégies de financement, dans un contexte de rationalisation et d'optimisation du rôle de l'Etat.

Notre offre s'est ainsi davantage élargie afin d'intégrer aux structurations de financement les nouvelles données de répartition des risques liées notamment aux nouveaux modes de financement étatiques et d'ouverture vers le privé.

Les nouveaux schémas de financement et de garantie mis en place pour les acteurs publics, l'opérationnalisation du Fonds

Mohammed VI et de la nouvelle agence de participation de l'Etat nous incitent à réfléchir à de nouveaux modèles financiers optimisant les engagements et les risques portés par les Etablissements et Entreprises Publics (EEP).

Un second niveau d'offres, centrées sur les entreprises sous-traitantes -TPME nationales- et s'appuyant sur les acteurs publics et grands opérateurs privés (notamment les grands écosystèmes existants) visent la définition de modèles de transmission optimisée de la relance. Nous soutenons ainsi le tissu productif et les PME, ces dernières constituant les forces vives de nos écosystèmes industriels.

1^{ère} émission obligataire garantie par le FGEEP, géré par la Caisse Centrale de Garantie

CDG Capital, de par son ADN et son positionnement, a accompagné depuis plusieurs années les grands opérateurs nationaux dans la définition de leurs stratégies financières et l'exécution des opérations associées. Dans le cadre d'un chantier national stratégique, CDG Capital a accompagné un Office en tant que conseiller, structureur, placeur et dépositaire, pour la première émission obligataire garantie par le Fonds de Garantie des Établissements et Entreprises Publics (FGEEP), géré par la Caisse Centrale de Garantie (CCG). Une première au niveau national, du fait de l'association de l'émission obligataire et de la garantie du FGEEP.

Un nouveau modèle pour le financement des PME en écosystème

Chez CDG Capital, nous pensons que l'une des forces de la finance durable est de penser l'entreprise dans son écosystème, de prendre en compte l'ensemble de ses interdépendances, qu'il s'agisse de ses fournisseurs, ses clients, ses partenaires, ses actionnaires.

Ainsi, consciente de l'importance de la relation donneur d'ordre-TPME pour assurer la croissance et les emplois, CDG Capital a accompagné un acteur industriel majeur pour mettre en place un nouveau modèle de financement des PME en écosystème.

Le mécanisme, mis en œuvre, et qui vise à compléter les solutions déjà mises en place, change la lecture du risque unitaire et permet un financement bien plus efficient des PME. Une opération innovante à plus d'un titre qui apporte une contribution concrète au développement durable des marchés de capitaux au Maroc.

Lancement du 1er Fonds de titrisation synthétique destiné au financement des PME

Lancé récemment par un grand opérateur national, le 1er Fonds marocain de titrisation synthétique destiné au financement des PME, constitue une véritable rupture. La titrisation synthétique est un mécanisme qui permet un transfert ciblé et spécifique de risques financiers du 'cédant' vers le fonds de titrisation sans qu'il n'y ait pour autant un transfert physique des actifs financiers sous-jacents. Cette simple 'indexation' des flux sur des actifs non-transférés ouvre des voies prometteuses pour l'ensemble des acteurs de la place, à commencer par les banques et autres institutions financières. Fondamentalement, elle permet de créer des profils de risques, dissociés d'une logique de chaîne de valeur opérationnelle, à même d'allouer efficacement les capitaux et

monétisant adéquatement les différentes poches d'épargne. La capacité de financement de l'ensemble du dispositif financier s'en trouve nettement améliorée. Notre système financier, dans son ensemble, n'en tirera pleinement bénéfice qu'avec la maturation des notations (rating), qui deviennent dans ce contexte, incontournables.

Face aux difficultés de financement dont souffrent les PME dans un contexte de crise, une première réponse a naturellement consisté à déployer, à grande échelle, une large gamme de solutions soutenues par les pouvoirs publics permettant d'avoir un impact de masse sur les PME marocaines. Le mécanisme innovant, mis en œuvre par CDG Capital, et qui vise à compléter les solutions déjà mises en place, se fonde sur l'idée que le risque

de financement de la PME peut être repensé en financement de ses marchés, en particulier auprès des grands donneurs d'ordre. Ce changement de paradigme implique une rupture profonde dans l'asymétrie d'information et l'appréciation du risque, principal facteur de l'inefficience systémique du financement de la PME (appelé communément le « funding gap »).

Ce mécanisme innovant est particulièrement pertinent et prometteur au vu de la part très importante des investissements publics et privés au Maroc portés par un nombre relativement réduit de grands donneurs d'ordres.

Ainsi, le risque de financement, initialement basé sur la solvabilité de la PME ou de ses gérants, est converti en risque d'exécution des marchés. La capacité du donneur d'ordre à apprécier les expertises industrielles de ses fournisseurs et l'efficacité du suivi des projets se substitue en grande partie à la simple appréciation financière de la solvabilité de la PME. La donne est alors profondément changée.

Il en résulte une lecture du risque unitaire modifiée et un financement bien plus efficace des PME concernées, à certaines conditions alliant déploiement de l'infrastructure nécessaire et pertinence des dispositifs de cadrage et de suivi des projets par le donneur d'ordre.

Ce tournant est clé pour une véritable ouverture des marchés des capitaux au financement de la PME. En effet, nos marchés tendent à inclure la PME dans un modèle de financement fondamentalement pensé pour la Grande Entreprise. Les initiatives visant les PME se résument, le plus souvent, à des réformes paramétriques ou à une série de dérogations les autorisant à accéder aux marchés des Grandes Entreprises. Dans ces schémas, l'investisseur est toujours supposé apprécier le risque spécifique ou unitaire de chaque PME.

Ceci constitue un véritable obstacle, les marchés des capitaux ne pouvant financer efficacement les PME que dans une logique de portefeuille 'homogène' permettant d'avoir des appréciations statistiques pertinentes à la fois du risque unitaire et de la corrélation des expositions. Les marchés des capitaux ont également besoin d'instruments efficaces de transfert et de packaging du risque, et dans cette lignée, la titrisation synthétique récemment lancée est clé.

Ce constat s'est avéré d'autant plus vrai avec l'avènement de la crise sanitaire qui a exposé au grand jour la fragilité du tissu économique national et sa forte dépendance aux aides de l'Etat.

Par ailleurs, notre pays, qui affiche un taux d'épargne avoisinant les 28% du PIB contre une moyenne mondiale de 26,8% (selon les derniers chiffres de la banque mondiale), présenterait une problématique liée principalement à la structure et l'affectation de l'épargne. D'ailleurs, le déploiement du chantier de généralisation de la protection sociale nationale devrait permettre de drainer d'avantage l'épargne informelle vers les marchés financiers.

Aujourd'hui et afin de réussir notre sortie de crise, l'épargne institutionnelle et privée sont appelées à jouer un rôle primordial dans l'effort de financement de l'économie. Cette affirmation a aussi été confirmée par la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement (CSMD) qui considère formellement que la transformation structurelle de l'économie nationale recherchée par le Maroc, ne pourra se faire sans l'activation des instruments à fort effet de levier sur l'investissement productif privé, notamment ceux prévus dans le cadre du Fonds Mohammed VI pour l'investissement.

CDG Capital, en tant que 1^{er} asset manager national et expert de la gestion d'actifs multi-asset, est un acteur important de ce changement. Notre objectif est de réussir une orientation optimale et fructueuse de l'épargne de nos clients vers des secteurs productifs et à fort potentiel pour le développement de notre économie nationale. A travers ses fonds gérés, CDG Capital est un investisseur actif et significatif en bons du Trésor et obligations des établissements publics, contribuant ainsi directement et indirectement à l'effort de financement des infrastructures nationales. L'effort de financement de l'économie par CDG Capital passe également par des investissements conséquents en dette privée auprès de diverses sociétés nationales.

Dans un contexte marché marqué ces dernières années par le maintien des taux d'intérêt à des niveaux bas, CDG Capital conseille ses clients institutionnels pour l'amélioration du rendement de leur épargne à travers la diversification de leurs placements et l'intégration de nouvelles classes d'actifs, offrant des perspectives de rendement plus attractives, et les assiste dans le calibrage des allocations et des risques y afférents.

En effet, la crise sanitaire a montré la nécessité d'avoir un tissu économique national fort et résilient, constitué d'entreprises suffisamment capitalisées pour faire face à des difficultés économiques et préserver les emplois. Ainsi, l'initiative de création du Fonds Mohammed VI arrive à point nommé pour répondre au besoin de financement du haut de bilan des entreprises. L'offre de gestion alternative de CDG Capital s'inscrit dans cet

Mettre en phase épargne et investissement



« Réussir une orientation optimale et fructueuse de l'épargne de nos clients vers des secteurs productifs et à fort potentiel »

Meryem Agyo
Directrice Gestion Alternative,
Mandats

Au Maroc, l'effort d'investissement a toujours été principalement porté par l'Etat dans le cadre de sa politique des grands chantiers et des stratégies sectorielles visant à renforcer les infrastructures, à dynamiser économiquement les régions du royaume et réduire les disparités sociales. Avec une enveloppe d'investissement public de l'ordre de 200 milliards de dirhams par an, le modèle de financement adopté jusque-là commençait déjà à montrer ses limites au regard du poids significatif de cette politique sur les finances de l'Etat.

21%

de la capitalisation flottante*

39%

part de marché de la dette des EPP*

élan en proposant à ses clients Asset Owner des services englobant aussi bien les prestations de prospection, de structuration, d'étude d'opportunités d'investissement en private equity et infrastructures, que la gestion des placements pendant toute la durée de leur détention.

Parallèlement, CDG Capital en tant que gestionnaire pour le compte de ses clients et qu'expert financier, joue un rôle impliqué et majeur au sein des instances de gouvernance des sociétés dans lesquelles elle investit et ce, afin d'agir activement pour l'amélioration de leur rentabilité, la réduction de leurs risques et l'augmentation de leur valeur ajoutée ainsi que pour instaurer plus de transparence et les meilleures pratiques en termes de gouvernance des sociétés.

*à fin 2020

Contribuer au développement des infrastructures marché et de la réglementation



L'élan du Pôle Securities Services dans le soutien aux initiatives nationales de développement de l'économie particulièrement est marqué par la poursuite de la dynamique d'innovation sur le marché des capitaux.

Alia Achour

Responsable Administration de fonds et solutions de sous-traitance

Globalement, les efforts déployés ont porté sur les domaines connexes, notamment pour améliorer l'objectivité et l'indépendance du processus de valorisations des fonds d'investissements et la résilience des infrastructures des marchés financiers.

Objectivité et indépendance du processus de valorisation des fonds d'investissement

La création de la nouvelle direction « Asset Fund Services » est l'une des mesures phares de la nouvelle organisation du Pôle Securities Services. Elle traduit l'aboutissement du projet de mise en place d'une nouvelle ligne métier « Administration de Fonds et Solutions de Sous-traitance » sur un nouveau marché visant d'une part à créer un centre de services pour les gestionnaires de fonds, et d'autre part à renforcer la protection des investisseurs et des épargnants à travers un processus d'investissement transparent.

Afin de mettre en place cette nouvelle ligne métier et de satisfaire les attentes des parties prenantes, le Pôle Securities Services a choisi de procéder à un démarrage progressif, à savoir de commencer par les fonds alternatifs avant de passer aux autres portefeuilles.

Ce choix est motivé par la particularité que représente l'évaluation des fonds alternatifs expliquée notamment par les différents actifs dont les fonds alternatifs sont autorisés à investir ainsi que par leur mode de valorisation qui doit répondre à des exigences susceptibles de refléter leur intégrité en termes de juste valeur sans risques et partialité.

Notre tâche ne manquera pas de prendre en considération la nécessité d'améliorer les notions relatives à la connaissance du métier "Administrateur de Fonds" par les investisseurs, tout en définissant les principes ainsi que les règles et prérogatives y afférents par le biais des instances du marché.

Vers des infrastructures des marchés financiers plus résilientes

Il est à rappeler que dès 2010, CDG Capital a considéré les infrastructures des marchés financiers comme un enjeu de premier ordre à la fois pour les clients et pour son propre compte. C'est pourquoi le Pôle Securities Services a mis en place un système d'informations tenant compte des normes internationales reconnues et des règles et procédures alignées avec les exigences fixées par le Dépositaire Central.

A ce titre et en vue de renforcer lesdites infrastructures, le Pôle est présent dans l'ensemble des comités de la Place. En effet, les équipes du Pôle Securities Services ont pu participer activement au développement des réflexions visant à :

- Définir les règles de l'organisation et l'exploitation des infrastructures

des marchés financiers et à fixer les règles de comportement des participants.

- Assurer le bon fonctionnement

et la transparence des marchés des valeurs mobilières et des dérivés de même que la stabilité du système financier, la protection des participants aux marchés financiers et l'égalité de traitement des investisseurs.

Lesdites réflexions ont porté sur le projet de mise en place par la bourse de Casablanca d'une nouvelle chambre de compensation et parallèlement à la mise en place de la plateforme de routage des ordres OPCVM par le Dépositaire Central.

La participation aux initiatives nationales de développement de l'économie fait l'objet d'un pilotage minutieux et d'un fort engagement de la Direction.

LE DÉVELOPPEMENT DURABLE AU CŒUR DE NOS PRIORITÉS



Le Maroc a fait le choix de placer les enjeux de développement durable au cœur de ses priorités.

En 2017, il s'est doté d'une Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) ambitieuse visant à répondre aux enjeux de l'environnement, de l'inclusion et de la cohésion sociale.

Aujourd'hui, le Nouveau Modèle de Développement national (NMD) érige le développement durable en priorité.

Soucieux de générer des impacts positifs au niveau national, CDG Capital a depuis longtemps agi en faveur du développement durable et de l'atteinte des ODDs (Objectifs de développement durable) de

par sa mission d'être une banque de financement et d'investissement au service du développement durable de l'économie nationale et de son marché financier. Ainsi, notre démarche de responsabilité sociale et environnementale (RSE) nous permet de contribuer à la croissance durable du Maroc tout en assurant la performance de notre Banque.

Suite à notre participation lors de la COP 22 à l'élaboration de la feuille de route du secteur financier pour le développement durable, nous avons défini les lignes directrices de notre engagement pour le développement durable autour des axes suivants :

- Développer le financement de projets climat au Maroc, en bénéficiant de l'accompagnement technique et financier du Green Climate Fund (GCF)

- Diffuser les outils de développement durable aux différents métiers de la Banque, à l'instar de la prise en compte des critères ESG & Genre dans le cycle de vie d'un projet, et renforcer les capacités des collaborateurs sur ces sujets

- Promouvoir le positionnement durable de la Banque au niveau national et international, notamment par la participation active à des clubs et coalitions, composés d'acteurs financiers de premier plan, engagés en faveur du climat et des ODDs (International Development Finance Club /Mainstreaming)

Exemple de projet d'atténuation et d'adaptation au changement climatique

Le changement climatique constitue un défi majeur pour le Maroc. En effet, les impacts associés au climat peuvent compromettre son bien-être économique et social ainsi que ses efforts de développement.

C'est pour cela que nous nous engageons, notamment grâce à l'appui du GCF (Green Climate Fund), dont nous sommes intermédiaires, à financer des projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, en ligne avec la NDC (National Determined Contribution) du Maroc et les Accords de Paris.

Nous poursuivons cet objectif en utilisant et en développant des instruments financiers pertinents pour accompagner notre pays dans l'atteinte de ses objectifs climats. A ce titre, nous sommes fiers d'avoir structuré et financé la plus grande usine de dessalement en matière de capacité mutualisée des besoins d'irrigation et d'eau potable.

En prenant part à des projets structurants tels que la station de dessalement d'Agadir, CDG Capital contribue à la réalisation de plusieurs ODDs. Ainsi, la desserte de la région de Sous Massa en eau potable permet d'assurer un service à plus de 1.2 millions de bénéficiaires prévenant des risques sanitaires et politiques (ODD 6). Par ailleurs, le projet permet aux agriculteurs de poursuivre une activité économique sur 15 000 ha tout en maintenant/créant des opportunités d'emploi (ODD 8). En réduisant la pression sur les ressources en eaux souterraines très vulnérables, le projet participe à la lutte contre le changement climatique dans une région confrontée à un déclin continu des ressources en eau conventionnelles (ODD 13). Enfin, le projet a été conçu comme un partenariat efficace entre le secteur privé, le ministère de l'agriculture, l'ONEE et les agriculteurs bénéficiaires (ODD 17).



Notre prise en compte des critères environnementaux et sociaux

CDG Capital reconnaît le rôle que le secteur financier doit jouer pour assurer le développement durable de l'économie et s'est engagée à intégrer les considérations environnementales et sociales dans tous les aspects de ses activités. La prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans nos décisions de financement revêt une importance capitale. Aussi, et afin d'éviter de réduire et dans certains cas de compenser les effets négatifs des projets sur les populations et l'environnement, CDG Capital met en œuvre des diligences qui s'appuient sur un processus rigoureux d'évaluation des risques, de mesure et de suivi des impacts environnementaux et sociaux tout au long du cycle de vie des différents projets.

CDG Capital, un rôle actif au sein du club IDFC pour la construction d'un avenir meilleur



« CDG Capital a mené un travail de recherche au sein du club, pour identifier comment les institutions membres ont transformé leurs business models pour faire face à la crise de la Covid-19 »

Laila Mikou

Directrice
Développement Durable

CDG Capital représente la CDG au sein du club IDFC, un réseau de 26 banques de développement nationales et régionales du monde entier, principalement actives sur les marchés émergents. Les membres d'IDFC travaillent ensemble pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le climat. En partenariat étroit avec d'autres réseaux de banques de développement, les membres s'unissent pour constituer une plateforme destinée à promouvoir les investissements en développement durable dans le monde entier.

Membre fondateur du club en 2011, CDG Capital fait partie du comité de pilotage. En effet, en plus d'apporter une contribution aux orientations stratégiques du club, CDG Capital est membre actif de plusieurs groupes de travail et apporte une contribution concrète à la construction d'un avenir meilleur.

D'une part, CDG Capital contribue chaque année, depuis 2011, à l'exercice green finance mapping en reportant les engagements en financements verts du groupe CDG. En 2019, les membres de l'IDFC ont reporté 197 milliards de dollars d'engagements verts.

D'autre part, dès 2018, CDG Capital s'est engagée dans le cadre de l'IDFC, à nourrir la réflexion sur le rôle des banques de développement dans l'atteinte de l'agenda 2030 (ODDs). Ainsi, elle a co-piloté aux côtés de BNDES et de l'AFD, l'élaboration d'un rapport intitulé « The International Development Finance Club and the SDGs » réalisé par le think tank américain CGDev.

Par ailleurs, en 2019, CDG Capital, en partenariat avec l'IDFC, a organisé une conférence à Casablanca sur la thématique des Objectifs de développement durable avec un zoom sur l'ODD 6. Ainsi, les intervenants membres du club ont présenté les défis rencontrés dans le secteur de l'eau dans les régions où ils opèrent ainsi que les meilleures pratiques en termes de structuration financière (partenariat public privé, dette concessionnelle, finance islamique etc.) et de création d'un cadre propice à la genèse des projets (amélioration de la gouvernance du secteur de l'eau, support pour la préparation des projets et renforcement de capacités des acteurs).

En 2020, CDG Capital a mené un travail de recherche au sein du club, pour identifier comment les institutions membres ont transformé leurs business models pour faire face à la crise de la Covid-19 à court terme et quelles mesures de relance durables elles pourraient envisager, pour un impact positif à long terme sur les populations et la planète. S'appuyant sur leur rôle clé pendant la crise de la Covid-19, le rapport appelle les banques publiques de développement de l'IDFC à mettre en place de nouvelles stratégies d'investissement avec des outils pertinents et innovants pour mieux reconstruire. Plus précisément, les secteurs prioritaires seraient ceux liés à la transition énergétique, à la santé et à la reconfiguration des chaînes de valeur. Parmi les recommandations, figure la nécessité d'accélérer la mobilisation du secteur privé, en capitalisant sur les fonds de préparation de projets et les instruments de réduction des risques, tout en s'appuyant sur des outils tels que le PPP (Partenariat Public Privé). Enfin, le rapport appelle les banques publiques de développement à plus de coopération, ce qui pourrait avoir des avantages concrets tels que la mise en commun des ressources, le partage des risques et une meilleure exécution, avec une répartition claire des rôles et des responsabilités.

En 2020 toujours, dans le cadre de la préparation du FICS (Finance in Common Summit) qui s'est tenu en novembre, l'IDFC a sponsorisé financièrement le programme de recherche externe sur les banques de développement couvrant plusieurs thématiques (mandat, régulation, caractérisation des ODDs, business models et architecture de la finance mondiale).

Ainsi, CDG Capital a appuyé le programme de recherche sur les ODDs en modérant la session de restitution des papiers de recherche sur les business models. Trois papiers ont été présentés : - le premier a proposé un cadre d'analyse pour identifier lequel des instruments entre les prêts et les garanties est le plus pertinent pour maximiser l'impact des banques publiques de développement. - le second a mis l'accent sur la définition des différents types de risques, sur les instruments utilisés par les banques publiques de développement en temps normal et ceux mis en œuvre durant la crise de la Covid-19. - le dernier a tenté de montrer quel type d'entreprises bénéficient de l'appui des banques publiques de développement et dans quelle mesure ces dernières allouent des ressources à des zones géographiques plus marginalisées en termes de développement.

Alléger notre empreinte carbone

En tant que banque responsable, CDG Capital s'inscrit dans le cadre de l'effort national de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 45,5% à l'horizon 2030.

Bien que notre fonctionnement propre n'ait pas d'impact majeur sur l'environnement, nous pensons que la mesure de notre empreinte carbone nous permettra d'agir de façon responsable pour lutter contre la pollution atmosphérique, et réduire ainsi notre impact environnemental.

En 2018, CDG Capital a réalisé son premier Bilan Carbone. Ce bilan a permis d'évaluer les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) engendrées par le fonctionnement interne de nos services pour l'année de référence 2016. Ce bilan a ainsi fait ressortir que les émissions générées par les biens et activités exploités par CDG Capital et ses filiales, sur le territoire national et pour l'année de référence 2016, correspond à 4,52 TCO2e par collaborateur. A l'issue de ce bilan, nous avons également identifié deux axes de progrès, que nous poursuivons au quotidien :

- Mise en œuvre d'un plan d'actions de réduction de ces émissions orientées principalement vers l'économie d'énergie, l'efficacité énergétique et l'optimisation des ressources

- Poursuite de notre contribution au programme de compensation carbone volontaire mené par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement afin de neutraliser partiellement nos émissions incompressibles.

Enfin, nous prévoyons de poursuivre notre engagement pour réduire notre impact sur l'environnement en programmant un second Bilan Carbone au courant de l'année 2021.



« La tendance baissière de la consommation d'énergie devrait se poursuivre »

Siham Cherki

Responsable Logistique

La gestion de l'énergie électrique et fossile est un levier majeur de réduction de notre empreinte carbone. Il en va de même pour la gestion et la consommation de papier, de toners et autres commodités en matière plastique.

Le suivi et l'audit périodique de la consommation d'électricité nous ont permis de détecter des pistes d'optimisation. A titre d'exemple, en 2018, nous avons procédé à la révision de la puissance souscrite de 250 KVA à 130 KVA, puisque l'analyse historique de puissance a montré que le pic de puissance utilisée n'a jamais dépassé les 110 KVA.

Par ailleurs, l'installation d'une Gestion Technique Centralisée en 2019 a permis une meilleure gestion des équipements du bâtiment, notamment la climatisation et par conséquent une optimisation de la consommation électrique.

Concernant la consommation d'énergie fossile, la gestion du parc automobile et la sensibilisation des usagés engagée depuis 2015 ont permis une réduction significative de la facture annuelle ; soit d'environ -34% en 2020 comparé à celle de 2019.

Sur le registre de consommable bureautique, l'effort de réduction des achats de papier, conjugué à la baisse des acquisitions de journaux en format papier au profit des abonnements électroniques a permis une réduction drastique des coûts y afférent d'environ -32% comparé à l'exercice 2019.

Nourrir les réflexions en faveur de la finance durable

CDG Capital participe activement à la réflexion autour de thématiques relatives au développement durable. En effet, CDG Capital a pris part à plusieurs initiatives organisées par des cercles, think tanks et coalitions de premier rang, composés d'acteurs financiers engagés en faveur du climat et du développement durable.

En participant activement aux événements nationaux et internationaux, CDG Capital joue un rôle clé dans la promotion d'une finance verte, responsable et durable.

Réconcilier finance et développement durable : Que peuvent faire les banques de développement ?



CDG Capital, représentée par son Directeur Général, Monsieur Hamid Tawfiki,

a participé le 8 Janvier 2020 à Paris à la conférence organisée par l'AFD autour de la thématique « Réconcilier Finance et Développement Durable : que peuvent faire les banques de développement ».

Avec des interventions d'acteurs-clé de la nécessaire réconciliation de la finance avec le développement durable, la conférence a constitué un véritable moment de partage et de discussion autour des grands défis à relever pour y parvenir, ainsi que du rôle particulier que peuvent et doivent jouer les banques de développement (nationales, internationales, multilatérales).

Les intervenants ont échangé autour de la problématique suivante : quelles seraient, selon vous, les actions et décisions prioritaires à prendre par les différents acteurs du système financier (organisations internationales, gouvernements, régulateurs, institutions financières elles-mêmes, think-tanks, ...) pour faire des banques de développement de véritables moteurs de la finance durable ?



Les intervenants : Morgan Després (NGFS), Hamid Tawfiki (CDG Capital), David Denzer-Speck (KfW), Jean-Paul Moatti (co-auteur du GSDR), Aymeric Chuzeville (MEAE), Benoît Leguet (I4CE).

L'accélération de la mutation du secteur financier pour une plus grande performance environnementale et sociale

Le 18 janvier 2020, CDG Capital, représentée par Madame Laila Mikou, Directrice en charge du Développement Durable, a pris part à la conférence organisée par Toulouse Business School (TBS) sur la thématique "L'accélération de la mutation du secteur financier pour une plus grande performance environnementale et sociale" sur leur campus à Casablanca.



« Il est impératif de soutenir l'émergence d'entreprises prêtes à innover et à contribuer à la transition écologique »



En marge du webinaire M. Hamid Tawfiki a partagé avec La Vie Eco sa vision sur la relance verte, les défis à relever pour une reprise responsable et durable, ainsi que les secteurs à même d'accélérer cette transition écologique.

Atelier Transition Energétique CESE



CDG Capital a participé le 26 février 2020 à l'atelier organisé par le CESE sur la thématique de la transition énergétique.

Laila Mikou, Directrice du Développement Durable, a indiqué entre autres que les défis majeurs pour accélérer la transition énergétique sont l'identification et l'accompagnement en amont de projets bancables et l'institutionnalisation d'outils de mesure de la transition énergétique.

La finance verte, un levier pour relancer la croissance économique ?

En partenariat avec l'Institut CDG, CDG Capital a co-organisé, le mardi 6 octobre 2020, un webinaire sous le thème « La finance verte, un levier pour relancer la croissance économique ».

Quels sont les risques et les défis de la finance verte ? La finance verte est-elle outillée pour être un levier efficace de la relance économique ?... Autant de questions que notre Directeur Général, Monsieur Hamid Tawfiki eu l'occasion de traiter en compagnie d'experts de renom :

M. Bertrand Badré,
Président Directeur Général de Blue Like an Orange Sustainable Capital

M. Benoit Leguet,
Directeur Général d'I4CE

M. Mihoub Mezouaghi,
Directeur de l'Agence Française de Développement (AFD) au Maroc.

- Selon plusieurs rapports d'économistes, la relance verte serait la meilleure formule pour garantir une reprise durable après le choc pandémique. Qu'en pensez-vous ?

La pandémie n'a fait que clarifier les défis auxquels nous sommes confrontés et les décisions stratégiques que nous devons prendre. Par conséquent, le sort de l'économie mondiale ne dépend pas de ce qu'induit le virus, mais de la façon dont nous choisissons de réagir.

Nous contenterons-nous de faire redémarrer la machine telle quelle ou prendrons-nous en compte, afin de s'en prémunir, les autres crises actuelles et à venir ? Allons-nous reproduire les erreurs du passé et tenter de relancer à l'identique une économie qui pollue et exclut ? Ou allons-nous saisir l'occasion unique que constitue la sortie de crise pour réorienter nos économies vers un modèle plus durable et plus inclusif ? Ce sont ces questions qui prévalent.

La crise sanitaire a révélé les liens entre la santé des écosystèmes, la santé humaine et la santé économique, et plusieurs voix se sont élevées pour réclamer une relance verte, axée sur les thématiques de la transition écologique. Je pense qu'ils ont raison. En fait, nous n'avons pas le choix.

En effet, l'heure est aujourd'hui aux grandes décisions pour réparer, panser notre société et rebâtir en mieux. Tous les pays sont sur le point de se doter d'un plan de relance pour se relever de la crise sanitaire de la Covid-19 et de ses impacts socio-économiques. Il s'agit, pour tout le monde, d'une opportunité historique, par les montants financiers mobilisés, pour prévenir de nouvelles crises probables, visibles, presque certaines (pandémie, climat) en accélérant la transition écologique à travers un plan de relance vert.

- Comment réussir durablement la relance économique ?

Cette relance doit être l'occasion de réformer notre modèle économique pour créer et soutenir des emplois durables, ancrés dans nos régions et dans nos territoires, et moins vulnérables aux chocs à venir. Bien sûr que nous voulons garder le meilleur

du passé, mais il faut voir qu'il y a un vrai virage à prendre et qu'il nous faut le prendre avec élan. Les gouvernements sont donc face à un choix historique : celui de placer l'emploi durable au cœur d'une relance verte ou d'enfermer l'économie dans un modèle non soutenable. Nos valeurs nous questionnent et nos enfants nous regardent.

Au minima, il y a bien sûr le principe évident de «ne pas nuire ». La relance ne doit pas financer de projets néfastes pour le climat et l'environnement qui risqueraient d'enfermer certains secteurs sur les prochaines décennies dans des trajectoires non durables. Mais une bonne reprise est une reprise responsable qui doit être verte, résiliente, juste et numérique. Elle doit aussi l'être pour tous les peuples et tous les pays, et pas seulement pour ceux qui peuvent se le permettre.

Comme vous le savez, la transition écologique concerne tous les secteurs. Par exemple, il y a l'agriculture, qui est sommée de pourvoir à notre autonomie alimentaire tout en passant aux bonnes pratiques écologiques. Le secteur du bâtiment qui doit viser une décarbonation complète. Il y a aussi les transports ou tout est aussi à réinventer : le déploiement des voitures électriques, de leurs bornes de recharges et la production de leurs batteries. Par ailleurs, il y a toutes les initiatives de relocalisation et de « Made in Home » qui répondent également à un besoin nouveau de résilience, de bon sens et d'autonomie pour faire face à une nouvelle crise.

Il nous faut organiser, autour de stratégies de filières, les outils et les moyens nécessaires à la reconversion professionnelle vers les emplois de demain, tout en assurant la qualité sociale des emplois créés. Soutenir cette reconversion vers les filières durables c'est préparer l'avenir et protéger l'emploi, pour une économie plus résiliente.

- Le Maroc est-il outillé pour prendre ce virage vert ?

De manière générale, tout le monde s'accorde à dire que ce tournant nécessitera de faire évoluer les politiques publiques ainsi que les processus décisionnels des organisations souvent motivés par des considérations à court terme. Nous devons concilier perspectives quantitatives et objectifs qualitatifs, impacts à long terme et bénéfiques à court terme. La mobilisation de tous les acteurs, publics et privés, nationaux et internationaux, de tous les pays, est essentielle pour passer du verdissement incrémental de notre « statu quo » à la création de portefeuilles de financement et d'investissement cohérents dans leur ensemble avec les Objectifs de Développement Durable (ODDs), de manière systémique et durable.

Une telle inflexion des structures économiques et financières nécessite certainement de nombreux changements de politiques, de nouvelles normes et standards, de nouvelles technologies, de nouveaux cadres de régulation, ainsi que des dispositifs de gouvernance innovants. La construction de ce cadre international adéquat et partagé demandera du temps et des efforts de la part de la communauté internationale. Elle devra également faire face à différentes visions politiques. Pour rappel, le Maroc a été pionnier dans la mise en place de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN), constituée de 55 actions et visant un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 42% à l'horizon 2030. Afin d'accélérer la transition, nous pensons que la CDN gagnerait à être déclinée davantage en projets bancables, avec un effort soutenu en amont au niveau de la préparation et de la structuration des projets.

Quid de la réglementation ?

Plusieurs lois ont été promulguées. Nous pouvons citer à titre d'exemple la loi 47-09 relative à l'efficacité énergétique, qui encourage les entreprises industrielles à rationaliser leur consommation énergétique et à généraliser les audits énergétiques obligatoires ou la loi 13/09, complétée et amendée par la loi n°58-15, qui instaure un cadre juridique offrant des perspectives de réalisation et d'exploitation d'installations de production d'énergie électrique à partir de sources d'énergies renouvelables par des personnes physiques ou morales, publiques ou privées. A ce titre, la libéralisation du marché de l'énergie de la moyenne tension est en phase finale d'approbation, ce qui permettra aux producteurs indépendants d'accéder aux réseaux de moyenne tension.

Et des investissements à engager ?

En terme opérationnel, le virage vert va nécessiter des investissements considérables qui requièrent la mobilisation du secteur privé dans une logique de partage des risques. Dans ce cadre, le Partenariat Public Privé se présente comme un outil pertinent. Ainsi, les amendements apportés à la loi PPP sont encourageants car, outre la simplification des procédures, ils élargissent le champ d'application aux collectivités locales, appelées à jouer un rôle plus important dans le cadre de la décentralisation. A terme, il s'agit d'attirer, grâce aux PPPs verts, davantage les investisseurs privés nationaux et internationaux pour la réalisation des projets en ligne avec une économie sobre en carbone.

Enfin, il faudrait envisager de nouveaux leviers telles la mise en place d'un dispositif fiscal adapté, des garanties et des subventions de l'Etat, pour encourager l'investissement dans des secteurs spécifiques.

- Quels sont les secteurs porteurs de la relance verte ?

Les secteurs qui peuvent accélérer la transition écologique et soutenir de nombreux emplois non délocalisables doivent être au cœur de la relance. On peut citer la rénovation énergétique des bâtiments, les énergies renouvelables, la mobilité durable, la gestion des déchets, l'agro-écologie...

En guise d'exemple, il y a le sujet de développement du transport multimodal en centre-ville et de lier le centre-ville aux zones périphériques à travers une complémentarité de moyens de transport tels le tramway, les bus et taxis. Le développement d'un marché de mobilité électrique de transport public pourra créer un écosystème local de fabricants et de prestataires de services, notamment batteries et bornes de recharges.

Il y a aussi la gestion des déchets. Les villes pourraient basculer vers un modèle de gestion approprié des déchets selon une démarche intégrée, ce qui leur permettra de profiter des bénéfices d'une économie circulaire et inclusive. Ainsi, l'accélération de la mise en place de décharges contrôlées aux meilleures normes avec le traitement des lixiviats et la valorisation de la matière organique en énergie, semble être une bonne piste.

Et bien sûr, il ne faut pas oublier le secteur de l'eau qui constitue un formidable levier pour la relance, tout en contribuant à renforcer la sécurité hydrique et alimentaire. Le plan national de l'Eau vise à améliorer l'offre en eau à travers la construction de barrages, la connexion des bassins hydrauliques, le dessalement de l'eau de mer, la mise à disposition des ressources en eau nécessaires au développement d'une agriculture durable, la préservation des écosystèmes et la lutte contre la pollution. Concernant le dessalement, nous encourageons la création de nouvelles usines de dessalement couplées à l'énergie éolienne, pour des raisons d'efficacité énergétique et de création de filières génératrices d'emploi.

Par ailleurs, le Maroc a des atouts pour prendre une place dans la filière hydrogène, en raison de la forte disponibilité de l'énergie solaire et éolienne dans le pays. Issu de l'électrolyse de l'eau notamment grâce à des sources renouvelables, l'hydrogène vert peut se substituer parfaitement aux hydrocarbures. Le développement de cette filière peut voir le jour par la mise en place d'un nouveau partenariat énergétique entre le Maroc et l'Europe incluant les dimensions de transfert technologique, de R&D et de développement industriel.

Pour finir je dirais que pour maximiser l'efficacité de la relance, tant du point de vue économique que du point de vue écologique, il est à la fois impératif de soutenir l'émergence d'entreprises, prêtes à innover, à investir et à contribuer à la transition écologique.

Intégration des actions de financement climatique dans les institutions financières de développement nationales

CDG Capital, en collaboration avec la Development Bank of Southern Africa (DBSA) a pris part à la formation « Programme régional sur l'intégration des actions de financement climatique dans les institutions financières de développement nationales » co-organisée par la Facilité ICR (Investment Climate Reform Facility, une facilité soutenue par l'UE, l'OEACF, le BMZ et le British Council) et AIADF (African Association of DFIs) du 13 au 15 octobre 2020.

Lors de cette conférence, Madame Laila MIKOU a partagé avec les participants les facteurs clés de succès en vue de l'obtention de l'accréditation Green Climate Fund dont la nécessité (i) d'une implication forte du leadership, (ii) de mettre en place une équipe dédiée, (iii) de s'appuyer sur le soutien technique et financier des banques de développement partenaires et (iv) de rester visible auprès du GCF.

Le rôle essentiel que jouera la finance à travers une coalition autour de l'eau



Nous ne pouvons pas nous attendre qu'un projet d'adaptation devienne bancable par chance. Nous devons apporter des compétences hybrides, attirer concurrentement des investisseurs/prêteurs/preneurs de risques, afin de pouvoir faire face à la complexité inévitable de structurer un financement correctement et durablement



Pour faire face aux besoins financiers considérables dans le secteur de l'eau

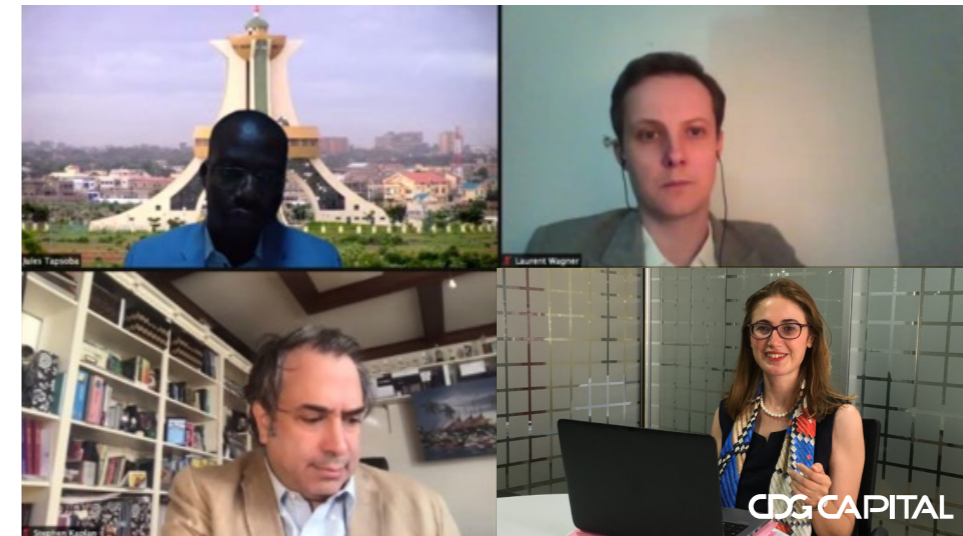
et de l'assainissement, les banques publiques de développement intensifient leurs efforts pour assurer un financement adéquat.

CDG Capital, représentée par son Directeur Général M. Hamid TAWFIKI, a participé le 10 Novembre 2020 à l'événement " Water drives resilient countries :

call for action to public development banks towards a water finance coalition" ou le rôle essentiel que jouera la finance à travers une coalition autour de l'eau.

Un événement en marge du premier sommet mondial des banques publiques de développement (Finance In Common) et qui a lancé un appel à l'action de toutes les Banques Publiques de Développement vers la Water Finance Coalition

Programme de recherche sur les business models



Le 4 Novembre 2020 a eu lieu la session finale de présentation des papiers de recherche sur les business models.

Laila MIKOU, Directrice en charge du Développement durable, a modéré de manière digitale, la session finale de présentation des papiers de recherche.

Le club IDFC était sponsor de ce programme de recherche externe sur les banques de développement couvrant plusieurs thématiques majeures : mandat, régulation, caractérisation des ODDs, business models et architecture de la finance mondiale.

Les 16 papiers de recherche constituent un des principaux livrables pour le premier sommet mondial des banques publiques de développement (Finance In Common).

Premier Sommet Mondial des banques publiques de développement



CDG Capital a participé au Premier Sommet Mondial des banques publiques de développement qui s'est tenu du 9 au 12 novembre 2020 en présence de 450 banques publiques de développement et de chefs d'État.

Monsieur Hamid Tawfiki, a pris part au panel de haut niveau avec, entre autres, la participation du Directeur Général de la Caisse De Consignation (CDC), sponsor du panel.



Relance économique : le public equity, un outil de soutien du tissu productif
- Hamid Tawfiki - ADG de CDG Capital

L'injection des fonds publics, sous forme d'equity, dans les secteurs clés de l'économie nationale aura un impact positif sur le tissu productif au Maroc, affecté par la crise sanitaire actuelle, a souligné M. Hamid Tawfiki.

L'un des grands défis de l'économie marocaine dans cette conjoncture est de préserver



les capacités de production des entreprises et les emplois, d'où le rôle crucial du "public equity" pour soutenir ces structures mises à mal par la crise, a-t-il souligné lors de son intervention au premier sommet mondial des banques publiques de développement organisé par visioconférence.

À l'instar de plusieurs pays qui sont en train de revoir leur rôle dans l'économie, le Maroc sera amené à concevoir une nouvelle distribution des rôles entre les

secteurs public et privé pour faire face à ses défis majeurs, dont la santé, le déficit hydrique et le chômage des jeunes, a-t-il ajouté.

Et de rappeler que tandis que plusieurs pays veillent à maintenir à flot les entreprises par la mise en place de garanties, il est nécessaire de rester prudent. Ainsi, les ressources publiques doivent être orientées vers des entreprises viables et pérennes, après une évaluation objective de leur situation. Il a ainsi mis en garde contre le risque d'une sortie de crise avec des entreprises sous perfusion au lieu d'entreprises avec des business plans plus viables.

« ...Seules les entreprises financièrement viables devraient bénéficier d'un soutien en matière de solvabilité. Leur viabilité doit être évaluée compte tenu de leurs situations passées, présentes et de leurs projets d'avenir... La crise modifiera les préférences des consommateurs et les systèmes de production. Les ressources publiques doivent donc se concentrer sur les entreprises dont les modèles d'affaires promettent d'être pérennes dans l'économie d'après-crise. »

M. Tawfiki est revenu sur les mesures phares de relance économique au Maroc, rappelant l'annonce par SM le Roi Mohammed VI de l'injection de 120 milliards de dirhams (MMDH) dans l'économie nationale et la création d'un Fonds d'investissement stratégique baptisé "Fonds Mohammed VI pour l'Investissement". Ce Fonds en particulier vise à assurer le financement des projets relevant des partenariats public-privé (PPP) essentiels pour le développement du Royaume et le renforcement des capitaux des entreprises pour se développer davantage, a-t-il fait remarquer, notant que ses interventions porteront, notamment, sur la restructuration industrielle, les Petites et Moyennes Entreprises (PME), l'agriculture et le tourisme.

Enfin, il a souligné que la CDG (Caisse de Dépôt et de Gestion) est le premier investisseur institutionnel au Maroc en terme d'equity. Ainsi, le développement durable fait partie de l'ADN de cet établissement. La CDG entend apporter sa contribution aux efforts de relance du pays, en mettant à profit à la fois toute son expertise, ses moyens financiers et sa capacité à attirer des investisseurs institutionnels et bailleurs de fonds étrangers.

Télécharger notre rapport ESG



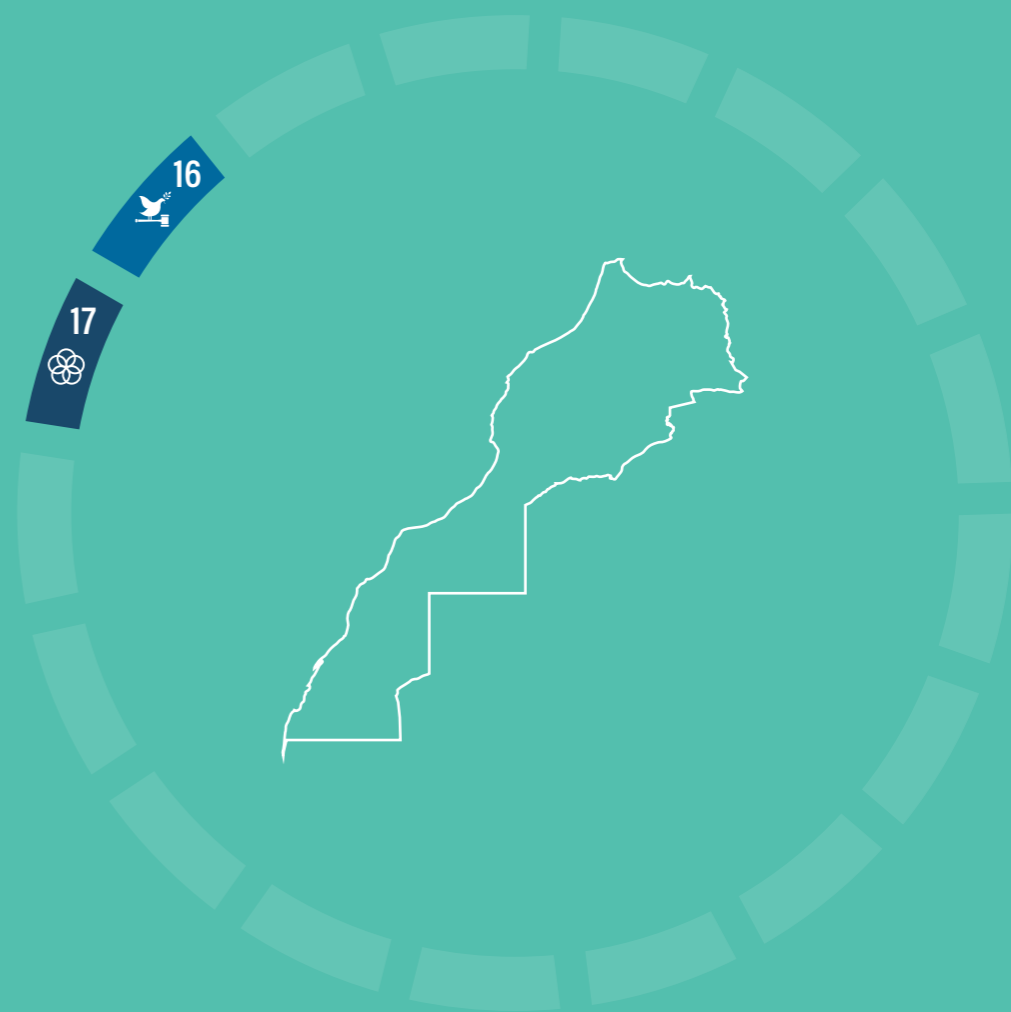
"Dans ce contexte nouveau, CDG Capital a pris le parti de transformer un cadre d'incertitudes en un chemin d'opportunités menant vers un avenir plus socialement responsable. Aujourd'hui plus que jamais, nos engagements sociaux et environnementaux revêtent une dimension encore plus fondamentale."

- Hamid Tawfiki
Administrateur Directeur Général de CDG Capital



Dépêche du 12 novembre 2020

**CONFIANCE,
INTÉGRITÉ ET
INNOVATION
POUR UNE
GESTION
RESPONSABLE
ET EFFICIENTE**



Confiance, intégrité, innovation et responsabilité animent CDG Capital dans l'exercice de sa mission majeure d'accompagnement des marchés financiers nationaux dans leur maturation.

Nous veillons ainsi continuellement aux intérêts de l'ensemble de nos clients et parties prenantes, en nous appuyant sur les meilleurs standards de gouvernance et d'éthique et une gestion de la relation clients exemplaire.

Un mode de gouvernance aligné sur notre système de valeurs

Notre gouvernance est pensée en cohérence avec la singularité de notre business model qui exige résilience et agilité.

En outre, la gouvernance de CDG Capital est structurée et mise en œuvre dans le strict respect de la réglementation nationale ainsi que des normes et bonnes pratiques internationales. Articulé autour du Conseil d'Administration et de la Direction Générale, le dispositif de gouvernance s'appuie également fortement sur les comités spécialisés qui permettent un pilotage équilibré et pertinent des sujets courants et des projets de transformation.

Le Conseil d'Administration et ses comités spécialisés

Au 31.12.2020, le Conseil d'Administration est constitué de huit membres dont un nouvel administrateur indépendant, Thierry Sciard, coopté le 2 décembre 2020.

Fait marquant : CDG Capital renforce sa gouvernance en intégrant un administrateur indépendant

Depuis sa genèse, CDG Capital s'est engagée à mettre en œuvre les meilleures pratiques internationales en matière de gouvernance d'entreprise. CDG Capital a franchi une nouvelle étape en intégrant un administrateur indépendant à son Conseil d'Administration afin de permettre aux organes de direction de profiter de ses expertises, de bénéficier d'un regard externe éclairé et d'enrichir les débats en toute indépendance. Ainsi, l'assemblée générale ordinaire de CDG Capital du 02 décembre 2020 a nommé Monsieur Thierry Sciard en tant qu'administrateur indépendant.

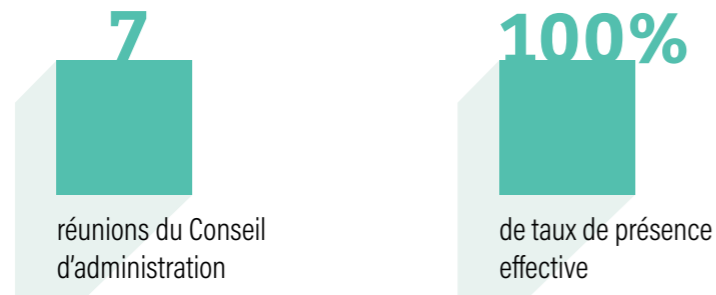
Riche d'une grande expérience internationale, Monsieur Sciard dispose d'une expertise éprouvée sur les différents compartiments des marchés de capitaux, de la Banque de Financement & d'Investissement et de la Gestion d'actifs. Mr Thierry Sciard a participé au Conseil d'Administration du 22 décembre 2020 et a été nommé Président du Comité d'Audit et des Risques.

Conseil d'Administration



Les membres du Conseil d'Administration sont non exécutifs, hormis M. Hamid Tawfiki, Administrateur Directeur Général de CDG Capital.

Le Conseil fait preuve d'une activité assidue, comme en témoigne le nombre de réunions et le taux de présence effective.



Nos trois comités spécialisés, le Comité d'Audit et des Risques, le Comité des Grands Risques et Stratégie et le Comité de Nomination et de Rémunération, se complètent pour assurer le respect des normes et la gestion transparente des activités, permettant ainsi un pilotage équilibré et pertinent des sujets courants et des projets de transformation.



<p>Comité d'audit et des risques</p> <p>M. Thierry SCIARD*</p> <p>M. Khalid EL HATTAB</p> <p>M. Mohamed Amine FILALI</p> <p>M. Nouaman AL AISSAMI</p>	<p>Comité des nominations et rémunération</p> <p>M. Abdellatif ZAGHNOUN*</p> <p>Mme Latifa ECHIHABI</p>	<p>Comité des grands risques et stratégies</p> <p>M. Hamid TAWFIKI*</p> <p>M. Mohamed Amine FILALI</p> <p>M. Mustapha LAHBOUBI</p> <p>M. Thierry SCIARD</p>
--	--	--

*Président

Le Comité Exécutif

Le Comité Exécutif, composé de M. Hamid Tawfiki, Administrateur Directeur Général de CDG Capital et de 4 directeurs, est en charge du pilotage et de la mise en œuvre de la stratégie de la Banque. Véritable instance de concertation et de décision,

le Comité Exécutif se nourrit des expertises de chacun de ses membres. Il se réunit régulièrement et s'appuie sur des comités thématiques et de pilotage pour l'assister dans ses travaux.

 <p>HAMID TAWFIKI Administrateur Directeur Général</p>	
 <p>OJAFAE MRIOUAH Directeur général adjoint en charge du pôle Investment Management</p>	 <p>FATINE DINIA Directeur général adjoint en charge du pôle Support et de la direction du Développement Humain et Durable et de la Communication</p>
 <p>IITIMAD OUZZANI Directeur général adjoint en charge du pôle Pilotage et Contrôle</p>	 <p>AMINE MAAMRI Directeur délégué en charge du pôle Securities Services</p>

Garantir le respect de nos principes à tous les niveaux de l'entreprise

Intégrité, transparence au quotidien

Nous faisons preuve au quotidien de la plus grande vigilance afin de veiller au respect des règles d'intégrité, de loyauté des affaires et de transparence.

Notre métier de banquier et de tiers de confiance nous appelle à être particulièrement précautionneux au sujet des risques potentiels de conflits d'intérêts, des délits d'initiés et de blanchiment d'argent. La protection des données personnelles de nos parties prenantes, la corruption active et passive ainsi que la concurrence déloyale sont autant de sujets dont nous nous préservons par les procédures les plus strictes en la matière.



Dans un environnement concurrentiel et changeant à un rythme accéléré, savoir gagner et conserver la confiance des clients et partenaires exige de CDG Capital et de ses collaborateurs une éthique et une déontologie professionnelles rigoureuses.

Mounia Benmoussa
Directeur Conformité

Il est fondamental que chacun d'entre nous agisse avec intégrité au quotidien pour protéger la réputation de CDG Capital, et assurer ainsi, son succès et sa pérennité.

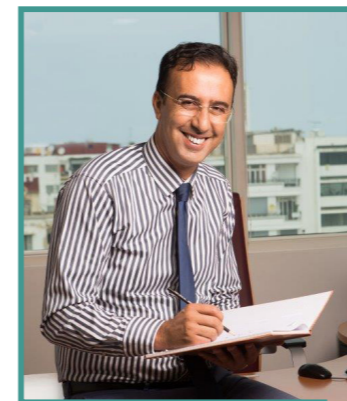
Le Code de déontologie et d'éthique énonce les normes, règles et principes qui doivent gouverner notre conduite dans l'accomplissement de notre activité. C'est en appliquant les règles de bonne conduite et d'éthique professionnelle édictées par notre Code que nous agissons dans l'intérêt de CDG Capital, de ses collaborateurs, clients et actionnaires, et de sa réputation sur le long terme.

L'entrée en relation avec les clients

Etablir une relation durable et pérenne avec nos clients est au cœur de nos priorités. Aussi, nous conjugons expertise et expérience au profit d'un partenariat basé sur la confiance et créateur de valeur.

Conformément aux exigences réglementaires, l'entrée en relation avec les clients de l'activité de financement suit un processus d'identification et de vérification rigoureux, prenant en considération la liste d'exclusion d'activités (activités illégales, armement, blanchiment d'argent...) ainsi que la présence des personnes sur les listes d'exclusion (lien direct ou indirect avec des organisations terroristes...).

La sélection de nos prestataires



La sélection d'un soumissionnaire aux appels d'offres de CDG Capital est régie par le principe de transparence en amont du processus et à son aval.

Abdelfattah Messour
Directeur Achat et Support logistique

Les critères de sélection sont affichés dans le règlement de l'appel d'offres ainsi que dans les motifs de rejet d'une proposition et sont portés à la connaissance des soumissionnaires non retenus. Ils sont de trois natures :

Éligibilité technique

Le soumissionnaire doit justifier de sa capacité à exécuter la prestation demandée dans les règles de l'art et en proposant les meilleures technologies du marché.

Éligibilité sociale et environnementale

Il s'agit de s'assurer du respect des dispositions du Code du travail et des devoirs de bonne citoyenneté vis-à-vis de ses employés et de l'État.

Éligibilité économique

La proposition financière d'un soumissionnaire démontre clairement sa maîtrise du sujet et son effort d'optimisation permettant d'assurer le service sans gaspillage de matière, en faveur d'une empreinte carbone et d'un budget réduits.

Repenser et optimiser l'expérience de nos clients en continu



Fidèle à sa culture d'innovation, et face à une demande d'instantanéité, de personnalisation et de simplicité, CDG Capital repense continuellement ses parcours clients afin d'offrir des expériences satisfaisantes, axées sur des solutions digitales intelligentes et différenciantes



Mehdi El Idrissi
Responsable
Expérience Client

Le projet de digitalisation, qu'a entamé la Banque en 2020, s'est accompagné de grands chantiers d'amélioration des processus pour encore plus de performance et de fluidité au service de nos clients.

Ces projets de transformation de la Banque traduisent l'ambition de CDG Capital d'offrir une expérience client à chaque fois améliorée, notamment à travers :

- la simplification des parcours de prise de contact et de transformation
- l'octroi d'une importante autonomie aux clients dans leurs interactions avec la Banque grâce au développement de solutions innovantes
- l'enrichissement des interactions à travers une plus grande complémentarité entre les canaux, de telle sorte à améliorer l'écoute client pour mieux comprendre et anticiper ses besoins
- l'exploitation intelligente de la data client pour plus de personnalisation et de proactivité dans la conception des offres
- l'amélioration du suivi de la satisfaction client

L'amélioration de l'expérience client est désormais érigée au rang de priorité chez CDG Capital

Une nouvelle organisation datant de septembre 2020 a procédé à la nomination d'un Responsable Expérience client, dont la priorité est la définition, l'implémentation et le pilotage des nombreux chantiers qui permettent de mettre le client au centre de nos démarches et proposer une expérience client à la hauteur de ses attentes.

**RÉSULTATS
ANNUELS**



CDG CAPITAL

Chiffres et indicateurs clés à fin décembre 2020

L'exercice 2020 a été marqué par de bonnes réalisations en termes d'activité et de résultat, soutenues par le dynamisme et la bonne résilience des activités de l'ensemble CDG Capital et ses filiales.

L'encours des **Actifs sous Gestion** se bonifie de **4,8%** à MAD **246,4** milliards, contre MAD 235,2 milliards une année auparavant.

Pour leur part, **les Actifs en Conservation** progressent de **3%**, pour atteindre MAD **441,3** milliards contre MAD **428,8** milliards à fin décembre 2019.

Le **Produit Net Bancaire Consolidé** enregistre une progression de **10,3%** à MAD **393,4** millions, tirée par la bonne tenue des activités de marché et des commissions

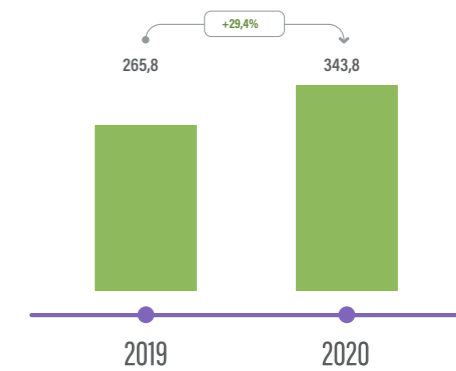
perçues sur prestations de service, ainsi que l'amélioration des conditions de refinancement de la Banque.

Les **Charges Générales d'Exploitation**, dotations aux amortissements comprises, évoluent globalement de 5,7% à MAD **222,3** millions et le **Coût du Risque**, impacté par le contexte de la crise lié à la Covid-19, atteint MAD **15,7** millions contre une reprise nette MAD **0,9** million une année auparavant.

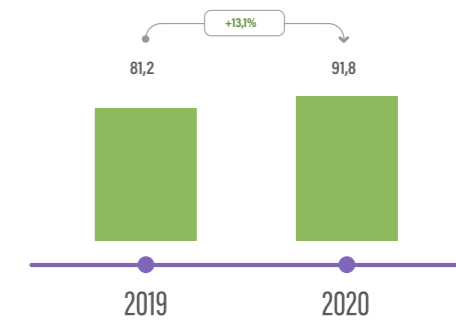
Dans ces conditions, le **Résultat Net Part du Groupe** s'établit à MAD **93,7** millions contre MAD **91,4** millions à fin décembre 2019.

Evolution des indicateurs clés

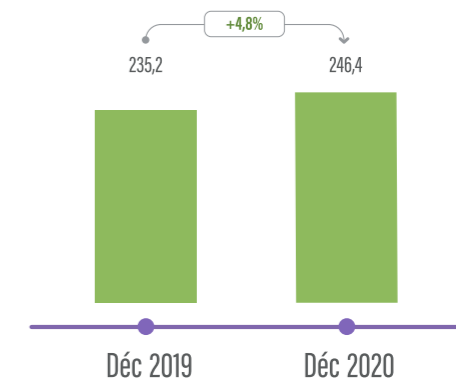
Produit Net Bancaire Social*



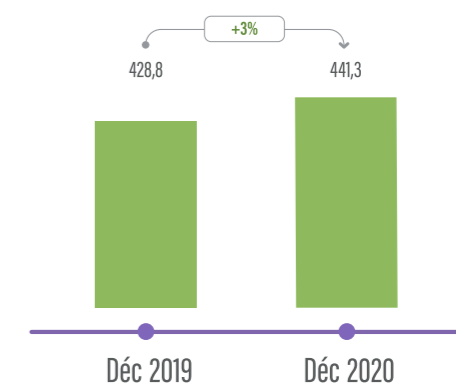
Résultat Net Social*



Actifs sous Gestion **



Actifs en Conservation**



*Montants en millions de dirhams

**Encours de fin de période en milliards de dirhams

Au niveau des comptes individuels, CDG Capital affiche :

- Un **Produit Net Bancaire** en progression de **29,4%** à MAD **343,8** millions, portée à la fois par la bonne performance des activités de marché et la hausse des dividendes remontés par les principales filiales, ainsi que l'amélioration du coût net de refinancement.
- Un **Résultat Brut d'Exploitation** en hausse de **77,7%** à MAD **168,4** millions, tenant compte d'une évolution de 10,6% à MAD 180,3 millions des charges générales d'exploitation.
- Un **Résultat Net** en augmentation de **13,1%** à MAD **91,8** millions, intégrant un coût du risque de MAD 26,3 millions.

L'endettement financier net de la Banque, constitué majoritairement d'instruments du marché monétaire, s'établit à MAD 6 milliards à fin décembre 2020, contre MAD 5 milliards au 31 décembre 2019.

**TOUR MAMOUNIA, PLACE MOULAY
EL HASSAN, RABAT, MAROC**

TÉL. : +212 5 37 66 52 52

FAX : +212 5 37 66 52 00

E-MAIL : cdgcapital@cdgcapital.ma

 **CDG CAPITAL**

 **CDG CAPITAL**

 **www.cdgcapital.ma**

CDG CAPITAL



Impression responsable